

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1871 - 11 juin 2004 - prix : 1 €

Avec LO et LCR

Contre la dictature du grand capital en France et en Europe



M 06189 - 1871 - F: 1,00 €



Sommaire

Leur société

- p.4 ■ Assurances complémentaires
■ Église de Saint-Chamond, danger pour les contribuables
■ Des moyens contre l'échec scolaire
- p.5 ■ Douste-Blazy contre les arrêts maladie
■ Sarkozy et la baisse des prix
- p.6 ■ Régularisation des sans-papiers
- p.7 ■ EDF, coupures d'électricité
■ Où sont les véritables preneurs d'otages
■ Saint-Denis : EDF s'en prend aux démunis

Tribune

- p.6 ■ De la « Libération » à la guerre contre l'Irak, 60 ans de mensonges

Élections européennes

- p.8-9 ■ Au « Zénith » à Paris le 6 juin un meeting réussi
■ Les listes LO-LCR
■ Une liste LO dans la huitième circonscription
■ Arlette s'adresse aux ouvriers de Belfort

Dans les entreprises

- p.10 ■ Arlette Laguiller à Vallourec (Oise)
- p.11 ■ Hôpital de Besançon
■ Échos des hôpitaux
- p.12 ■ Renault Flins
■ Renault Technocentre Guyancourt
- p.13 ■ Renault : les salariés de l'informatique refusent d'être externalisés
■ Va Tech JST à Lyon
■ SNVI-Buc (Yvelines)
- p.14 ■ Ouverture du capital à la SNECMA
■ SNCF Paris - Gare de Lyon en grève
■ Ronal-Saint-Avold (Moselle)

Dans le monde

- p.15 ■ États-Unis : la mort de Reagan
■ Israël : vers une fausse évacuation de Gaza ?
- p.16 ■ 6 juin 1944 : des bombardements massifs préludes à l'occupation alliée
■ Irak : Chirac au secours de Bush

Pour le droit à un logement décent pour tous

Samedi 5 juin, à l'appel de la Confédération Nationale du Logement, de Droit au Logement et d'autres associations s'occupant du logement social comme ATD Quart Monde, et soutenus par la CGT et l'UNEF, environ 2 000 personnes se sont retrouvées au métro Duroc, à Paris 7^e, pour protester contre le manque cruel de logements pour les plus défavorisés en région parisienne.

Les manifestants, parmi lesquels de nombreuses familles de mal-logés, ont ensuite remonté la rue de Sèvres, jusqu'au métro Sèvres-Babylone, aux cris de « Loyers excessifs, charges abusives », « Solidarité avec les mal-logés », « Un toit c'est un droit », « Cafards, ras-le-bol ! » Ce dernier mot d'ordre était crié au moment où le

cortège passait devant un marchand de... caviar. La rue de Sèvres est en effet bordée de belles boutiques luxueuses.

Les manifestants dénonçaient à la fois le manque de logements à des prix accessibles pour les salariés et les expulsions qui frappent les locataires mis en difficultés par les licenciements et le chômage. Ils disaient leur refus de la privatisation des HLM, qui ne peut que se traduire dans les quartiers populaires par une dégradation de l'entretien des logements, faute de moyens suffisants.

« Le droit à un logement décent relève de la protection sociale ; c'est un facteur déterminant de la structuration de chaque être humain mais aussi pour l'accès aux autres droits fondamentaux comme l'emploi, la santé et la citoyenneté. (...) Sa mise en œuvre doit être une priorité nationale », expliquait le tract diffusé par les organisations



signataires.

Celles-ci ont dénoncé la réduction du budget du logement dans le budget national, alors qu'elles estiment qu'il faudrait construire 320 000 logements neufs par an pour résorber le retard pris, et demandent que soient mises en place des garanties nécessaires au maintien dans le logement, dont la première est « le maintien dans le logement pour tout individu ». Elles demandent aussi l'arrêt immédiat de toutes les expulsions pour rai-

sons économiques.

Les participants, dont une bonne partie se sont retrouvés ensuite à la manifestation de défense de la Sécurité sociale, ont l'intention de continuer à organiser d'autres rassemblements et d'autres manifestations pour maintenir une pression sur la question du logement, pour que les décisions ministérielles en ce domaine ne se cantonnent pas à de belles paroles entre deux tours d'élection.

• Côte-d'Ivoire

La démagogie de Gbagbo

À Abidjan, capitale économique de la Côte-d'Ivoire, des « Jeunes patriotes », supplétifs et exécuteurs des basses œuvres du président Gbagbo, s'en sont pris à l'ambassade de France, à des ressortissants ainsi qu'à la principale base militaire française.

Le gouvernement ivoirien a officiellement condamné ces « actes inamicaux » ainsi que « les exactions commises à l'encontre de ressortissants européens ». Pourtant, il ne fait aucun doute que le président Gbagbo et sa clique sont impliqués dans ces exactions, ne serait-ce que par les cibles démagogiques qu'ils ser-

vent à leurs partisans. Quelques jours auparavant, la femme du président, Simone Gbagbo, accusait encore la France d'être « complice des rebelles » qui ont déclenché le soulèvement armé de septembre 2002 et conduit depuis à la partition de fait du pays.

Au-delà de ces déclarations, il n'empêche que Chirac et son gouvernement soutiennent toujours Gbagbo, le « président légitime », au secours duquel ils ont envoyé les 4 500 soldats de l'opération Licorne, qui devraient d'ici le mois de juillet être renforcés par 6 000 soldats de l'ONU. Mais les représentants de l'impérialisme français ne voient pas forcément d'un bon œil les exactions du régime de Gbagbo

contre la population ivoirienne (comme la répression sanglante de la manifestation de l'opposition les 25 et 26 mars), ni surtout son refus d'accepter un partage du pouvoir avec les partis de l'opposition et les « rebelles », comme le prévoient les « accords de paix » de Marcoussis, signés sous l'égide de la France en janvier 2003.

Que, dès lors, Gbagbo subisse la pression des dirigeants de l'impérialisme français, dont les trusts restent fortement implantés en Côte-d'Ivoire, ne fait guère de doute. Alors craint-il pour son avenir et veut-il, pour se protéger, faire la démonstration du soutien dont il jouit encore au sein de la population ivoirienne ? Ou est-il

simplement débordé par les plus radicaux de ses partisans qui dénoncent la responsabilité des gouvernements et des trusts français dans l'état actuel de la Côte-d'Ivoire ?

Les exactions commises contre les intérêts français à Abidjan ont trouvé un large écho dans la presse nationale, mais elles sont sans commune mesure avec ce que subissent quotidiennement les populations ivoiriennes, soumises d'un côté à la loi des bandes armées, gouvernementales ou rebelles, de l'autre à l'exploitation féroce des trusts et de leurs intermédiaires locaux.

Roger MEYNIER

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Union Communiste Internationaliste : http://www.union-communiste.org

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron

6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 150 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

	ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE		
	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL et VILLE :
COMPLÉMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :
Règlement :
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'Éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 7 juin 2004



Votez pour les listes LO-LCR !

Depuis des années, le patronat, aidé par les gouvernements qui se succèdent, qu'ils soient de gauche ou de droite, mène une offensive permanente contre le monde du travail pour accroître sa part dans la richesse produite en réduisant la part de la classe

ouvrière.

On ne peut qu'être révolté lorsque les journaux publient les revenus des gros actionnaires ou des PDG. Des augmentations de 10, 20, 30 % et plus, quand ce n'est pas l'augmentation de 146 % qu'Edouard Michelin, PDG en même temps que principal actionnaire de son entreprise, s'est accordée cette année ! Cela, juste avant d'annoncer la suppression de 2 900 emplois !

Toute la société fonctionne comme une immense pompe, prélevant sur le monde du travail ce qui se transforme en profit pour les entreprises et en fortune pour leurs propriétaires.

Cela se fait directement par l'aggravation de l'exploitation elle-même. Plus les salaires sont bas, du fait du blocage des salaires ou de la précarité, plus les profits sont élevés. Les licenciements collectifs aboutissent à faire le travail avec moins d'ouvriers.

Mais cela se fait aussi par l'aggravation des conditions de travail. Pendant que les uns sont jetés à la rue et privés de salaire, les autres doivent travailler plus intensément.

Pour les uns, c'est la misère et, pour les autres, la fatigue et l'usure morale et physique.

Et après, le gouvernement ose affirmer que, si les arrêts de travail ont augmenté, c'est parce que les travailleurs abusent et que les médecins sont complaisants. Mais les arrêts de travail ont augmenté parce que la fatigue au travail dépasse toutes les limites.

Et, au lieu de prendre sur les profits patronaux pour assurer une retraite correcte aux vieux travail-

leurs, on fait travailler plus longtemps pour une retraite amputée. Au lieu de faire payer au patronat ce qu'il doit à la Sécurité sociale, on taxe les malades.

Il faut les empêcher de nuire ! On ne peut pas laisser les grandes entreprises prendre les décisions économiques qui engagent toute la vie sociale pour défendre les intérêts égoïstes des actionnaires les plus puissants ! On ne peut pas laisser la spéculation boursière décider de l'emploi et de la vie des hommes.

Pour se défendre contre le chômage et contre la misère, le monde du travail doit contrôler les finances des grandes sociétés et aussi leurs projets à long terme. Car il faut voir venir à l'avance les mauvais coups et il faut exproprier les entreprises qui font du profit et licencient quand même. Mais ce ne sont ni les grands partis ni les élections truquées qui le feront.

Les partis qui soutiennent le gouvernement Chirac-Raffarin sont cyniquement et ouvertement les porte-parole du Medef. Mais n'oublions pas que le Parti Socialiste, lorsqu'il était au pouvoir, a mené la même politique, même si c'était avec un peu moins de cynisme et beaucoup plus d'hypocrisie.

Dans les élections de dimanche 13 juin, il faut rejeter les grands partis qui demandent nos suffrages pour n'obéir ensuite qu'au grand patronat.

Mais il faut aussi se retrouver sur un programme.

Voter pour les listes LO-LCR, c'est se prononcer pour l'interdiction des licenciements collectifs, pour une augmentation conséquente de tous les salaires et contre la généralisation de la précarité.

Voter pour les listes LO-LCR, c'est se prononcer pour la solidarité entre travailleurs par-delà les frontières, contre la dictature du grand capital en France et en Europe.

Arlette LAGUILLER

Les réunions publiques LO-LCR

BRIVE

10 juin à 20 h 30

Salle Dumazeau

avec Anne LECLERC et Claudine ROUSSIE

ANGERS

10 juin à 20 h 30

Salle Daviers, boulevard Daviers

avec Hélène DEFRANCE et Claude QUÉMAR

CERGY

11 juin à 20 h

Maison de quartier - Place des Touleuses

avec Arlette LAGUILLER et Olivier BESANCENOT

À VOS POSTES !

Vous n'avez pas de temps à perdre, si vous ne voulez pas rater les deux émissions d'une minute quinze secondes que la loi accorde royalement dans le cadre de la campagne radio-télévisée aux listes comme celle présentée par LO et la LCR.

Celles-ci seront diffusées :

le jeudi 10 juin

- sur France 5 vers 18 h 45 ;
- sur France 2 après le journal télévisé de 20 h ;
- sur France 3 vers 22 h 45 avant le journal télévisé ;
- sur France Inter avant les infos de 14 h ;

le vendredi 11 juin

- sur France 5 vers 6 h 45 ;
- sur France 2 vers 8 h 30 après Télématin ;
- sur France 3 vers 17 h 45 avant les publicités de « Questions pour un champion » ;
- sur France Inter après le journal de 20 h et la météo marine.

• Assurances complémentaires

Une aide en trompe-l'œil

Le ministre de la Santé, Douste-Blazy, vient d'annoncer « une aide » de 150 euros par an en moyenne pour permettre l'accès de 2 millions de personnes à une couverture maladie complémentaire

Il est vrai que compte tenu des attaques en règle contre l'assurance-maladie auxquelles se livre le gouvernement, en multipliant des déremboursements et en augmentant ce qui reste à la charge des malades, la nécessité d'une couverture maladie complémentaire pour pouvoir se soigner correctement est de plus en plus évidente. Or les tarifs des assurances et des mutuelles ne peuvent que grimper au fur et à mesure que l'assurance-maladie rembourse, elle, de moins en moins. Déjà 5 millions de personnes ne

bénéficient d'aucune couverture complémentaire.

La CMU complémentaire, mise en place par le gouvernement Jospin, ne peut bénéficier qu'aux personnes dont le revenu ne dépasse pas 570 euros par mois, même pas aux personnes qui touchent par exemple le minimum vieillesse ! Douste-Blazy ne s'est d'ailleurs pas privé de dénoncer « un effet de seuil très important », ce qui coûte beaucoup moins cher que de relever effectivement ce seuil afin de couvrir les 2 millions de personnes qui, selon ses propres dires, n'ont pas les moyens de se payer une mutuelle.

Douste-Blazy a au contraire choisi d'annoncer une mesure qui n'aura en fait que bien peu d'effet. Car si les 2 millions de personnes dont les revenus ne dépassent que de 15 % le pla-

fond de la CMU, c'est-à-dire qui touchent moins de 656 euros par mois, pourront recevoir 150 euros par an, il faudra qu'elles déboursent, selon les estimations de la Mutualité française, quelque 40 à 50 euros par mois pour une couverture complémentaire ! Quant aux personnes âgées qui, paraît-il, toucheraient un peu plus, les tarifs des mutuelles sont encore plus élevés pour elles puisqu'ils atteignent en moyenne 100 euros. Autant dire que bien peu pourront se lancer dans une telle dépense.

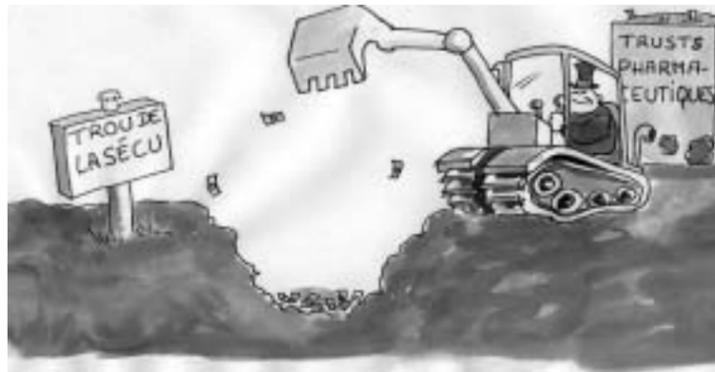
D'ailleurs une « aide » de 150 euros est déjà à la disposition des 1,6 million de personnes dont les revenus ne dépassent le plafond de la CMU que de 12,7 %. Quelque 50 000 personnes seulement en ont profité. C'est dire que les 2 millions

de bénéficiaires potentiels de la nouvelle mesure annoncée par le ministre n'ont d'autre réalité que le coup de pub que veut s'offrir Douste-Blazy... à bon compte !

Car de toute façon l'État ne compte pas mettre un sou : il entend faire payer – s'il y a quelque chose à payer – l'assurance maladie, elle-même,

peut-être à la place d'autres actions sociales. Ce seraient une fois de plus les assurés du régime général, c'est-à-dire essentiellement les salariés, qui seraient mis à contribution par leurs cotisations, alors que celles-ci ne devraient servir qu'aux dépenses d'assurance-maladie des cotisants.

Dominique CHABLIS



Contre l'échec scolaire, il faut surtout des moyens

Le ministre de l'Éducation nationale, Fillon, a fait, au lendemain de la journée de grève et de manifestation des enseignants du 25 mai, des déclarations sur l'échec scolaire. Cherchant sans doute à faire oublier les responsabilisés de la politique d'économies de son gouvernement, il se met à bavarder sur les effets du

redoublement pour les élèves en difficulté.

Mais l'augmentation du nombre de jeunes qui ne réussissent à obtenir aucun diplôme, l'augmentation du nombre de personnes confrontées à des difficultés de lecture (12 % des adultes), l'augmentation de la proportion d'illettrés, mesurée par

une récente enquête de l'Insee de deux fois supérieure au taux estimé dans des études précédentes, ne se résoudront certainement pas par des mesures telles que le renforcement du pouvoir de décision des enseignants en matière de redoublement, comme l'a annoncé Fillon.

Bien peu d'enseignants se

laisseront prendre à ses propos démagogiques, qui visent à faire oublier que le gouvernement envisage de supprimer des milliers d'emplois dans l'éducation, et en particulier des emplois d'enseignants, alors qu'à tous les niveaux il y a un manque de moyens. Il manque en particulier des classes à effectifs réduits pour aider tous les

enfants qui rencontrent des difficultés.

Si on veut lutter contre l'échec scolaire, il faut commencer par empêcher la réalisation des projets gouvernementaux d'économies dans ce domaine crucial qu'est l'enseignement.

A. R.

• Saint-Chamond (Loire)

Église en rénovation : attention, danger... pour les contribuables.

Un périmètre de sécurité décrété en centre-ville, une vingtaine de commerces fermés, deux cents habitants évacués dans l'urgence pour une période indéterminée : quelle catastrophe frappe la ville de Saint-Chamond ? L'explication vient du ciel car une des flèches de 63 mètres de hauteur, récemment rénovées, de l'église Notre-Dame menace de s'écrouler au cœur de la ville.

C'est le tout dernier épisode d'un feuilleton qui dure depuis plus de vingt ans et qui coûte fort cher aux contribuables saint-chamonnais. Construite à la fin du 19^e siècle, cette église, financée par des familles bourgeoises et commerçantes de la ville, n'a jamais été très solide. Les riches de l'époque voulaient

bien acheter leurs places au paradis, mais à moindre prix et leur radinerie a conduit à utiliser de la pierre de mauvaise qualité. Pour eux l'église Notre-Dame ne devait pas durer l'éternité, mais seulement cent ans.

Effectivement, un siècle après, dans les années 1980, la situation devint critique et les chutes de pierres de plus en plus importantes : cela conduisit la municipalité de gauche de l'époque à ceinturer l'édifice, haut de 63 mètres, d'échafaudages loués puis achetés au prix fort. La gauche ne voulait pas décider la démolition de l'église mais n'eut pas à prendre la décision car elle fut remplacée à la mairie, en mars 1989, par la droite.

Le nouveau maire décida la rénovation de l'église sans demander l'avis de la population, malgré sa promesse de

référendum. De son côté, le clergé n'était pas demandeur : il estimait avoir assez de lieux de culte par rapport au nombre de prêtres existants. C'était donc à la municipalité de prendre la décision et de payer (sans aucune subvention de l'État) la totalité de la rénovation. Depuis dix ans, un nombre imposant de millions de francs, puis d'euros, ont été engloutis dans les travaux. L'entreprise choisie avait promis un miracle au maire : d'une église en très mauvais état, on ferait une église quasiment neuve !

Une première tranche de travaux fut réceptionnée en juin 2002 mais, hélas, le miracle n'a pas eu lieu : en novembre 2002 de nouvelles fissures apparaissaient sur la première tour, qui venait d'être rénovée. La situation s'aggrava et, les mois suivants, il fallait d'urgence la cein-

turer avec des câbles et des rails métalliques.

Nouveau rebondissement donc mardi 25 mai dernier : le maire recevait un rapport d'experts parlant de « *risque d'effondrement imminent* ». Un large périmètre de sécurité était alors instauré autour de l'église avec l'évacuation de 200 personnes et la fermeture de 20 magasins pour un délai indéterminé.

Dans l'urgence, la démolition de la flèche nord a été commencée. Elle sera suivie de la démolition de l'autre flèche. Ces travaux de démolition sont estimés à 450 000 euros... dans un premier temps. Tout l'argent qui a servi depuis dix ans à rénover ces flèches serait donc perdu. Le gaspillage des deniers publics continue car la rénovation du reste de l'église pourrait reprendre après la destruction

des deux flèches.

Vu les sommes engagées et l'incidence de toutes ces péripéties sur les impôts locaux, on pourrait s'attendre à ce que la population soit consultée sur la suite des travaux. Ce n'est pas à l'ordre du jour.

Du côté des élus municipaux, seul le conseiller de Lutte Ouvrière a, à chaque fois, voté contre les travaux de rénovation de l'église. À droite comme à gauche on trouve naturel d'engloutir des sommes considérables dans un édifice sans caractère historique et qui est utilisé par peu de personnes.

Reste à savoir si la population laborieuse de la ville touchée par le chômage (celui-ci allant s'aggraver avec la fermeture du site de GIAT Industries), les bas salaires et les maigres pensions acceptera encore longtemps de se voir ponctionner sans rien dire.

• Douste-Blazy contre les arrêts maladie

Mensonges contre les salariés



La manifestation pour la défense de la Sécurité sociale, le 5 juin à Paris.

En mettant en place « un dispositif de lutte contre les arrêts de travail injustifiés », le ministre Douste-Blazy continue sa campagne de culpabilisation contre les salariés, préparant ainsi son plan d'économies anti-Sécurité sociale. À grand renfort de déclarations à la presse, le ministre prétend ainsi vouloir faire économiser 1 milliard d'euros par an à la Sécu, sur les 5,2 milliards versés par l'Assurance maladie au titre des arrêts maladie. Et le ministre de la Santé de menacer les patients qui « abusent » des congés maladie de devoir rendre à l'Assurance-maladie les indemnités « indûment » perçues.

Les déclarations de guerre du ministre s'appuieraient sur des chiffres officiels qu'il voudrait accablants : en 5 ans, de 1997 à 2002, les dépenses d'indemnités journalières versées par la Sécurité sociale à des salariés du privé auraient augmenté de 46 %, pour dépasser depuis 2002 les 5 milliards d'euros par an.

Mais il est utile de regarder ces chiffres de plus près.

Tout d'abord, les dépenses de l'Assurance-maladie liées aux accidents du travail et aux maladies professionnelles – autrement dit celles directement causées par l'inconscience des patrons, pour ne pas dire plus – ont augmenté de 60 % en 5 ans et atteignent désormais 1,6 milliard d'euros par an. En fait, ces sommes devraient être encore plus importantes, car bien des entreprises se débrouillent pour ne pas déclarer tous les accidents du travail. Et la reconnaissance de la maladie professionnelle, pour bon nombre de salariés, ressemble à un parcours du combattant souvent non terminé. Ceux qui ont été victimes des industriels

de l'amiante en savent quelque chose.

Mais même en dehors des accidents du travail et des maladies professionnelles, tout le monde sait qu'un grand nombre d'arrêts de travail sont directement liés... au travail. La soif du profit et de la rentabilité maximum a accru la pénibilité dans la plupart des entreprises : l'accroissement des cadences dans les usines de production et, dans les autres, l'intensification des charges de travail, ont eu partout les mêmes conséquences : fatigue, stress, accroisse-

ment des maladies du dos, des vertèbres, des muscles, etc.

Selon une enquête de l'Association régionale pour l'amélioration des conditions de travail (l'Aract, organisme semi-public) menée dans l'usine Faurecia (fabricant de sièges automobiles, filiale de Peugeot), 20 % des salariés employés à la production sont touchés par « des restrictions d'aptitude ». Et, le plus souvent, ces inaptitudes sont causées par des troubles musculo-squelettiques, maladies que la Sécurité sociale a désormais codifiées sous l'abréviation « TMS ». Commentant ces 20 % de salariés pour le moins diminués par les conditions de travail de l'usine, le DRH a estimé : « C'est un taux correct pour une usine qui a une certaine ancienneté ».

Mais il n'y a pas que l'intensification du travail qui soit cause directe de la montée des arrêts de travail. Les nouvelles lois sur la retraite, celles de Juppé, puis celles de Raffarin, ont reculé pour beaucoup de travailleurs l'âge de partir à la retraite. Et certains vieux travailleurs, plus vulnérables aux pathologies lourdes

(accidents cardiaques, cancers) sont encore au travail quand ces accidents tragiques se produisent.

Oui, les dépenses de l'Assurance maladie ne cessent d'augmenter. Mais pas à cause de la prétendue fraude

des salariés. Ce n'est pas aux travailleurs qu'il faut s'attaquer pour leur reprocher leurs arrêts de travail justifiés. C'est aux patrons qu'il faut imposer des conditions de travail respectueuses de la vie et de la santé des salariés.



• Sarkozy et la baisse des prix

De la démagogie sans effet

Constatant, dit-il, un « tassement du pouvoir d'achat des Français », (tiens donc !), Nicolas Sarkozy, désormais ministre de l'Économie, a présenté une parade.

Il a réuni les industriels qui fournissent les supermarchés et les grands distributeurs et leur a demandé de faire baisser les prix des produits des grandes marques de 3 % d'ici à septembre 2004, et de 2 % supplémentaires en 2005, l'effort devant être également réparti entre fournisseurs et distributeurs. Il leur a laissé jusqu'au 17 juin pour arriver à ce résultat, en leur demandant de rogner sur ce qu'on appelle les « marges arrière ». Sinon, a-t-il menacé, il prendra des mesures, en se gardant bien de préciser lesquelles !

Depuis la loi Galland de 1996, destinée, prétendait son promoteur, à protéger le petit commerce, les industriels sont obligés de vendre leurs produits au même prix quel que soit leur client. Mais cette loi,

qui leur interdit de faire des ristournes aux grandes surfaces, a été aisément contournée grâce audit système des « marges arrière » ; les hypermarchés ne bénéficient pas de prix de faveur mais, en contrepartie, ils facturent aux industriels auprès desquels ils se fournissent toute une série de services, tels que la promotion publicitaire de leurs produits, une mise en valeur aux têtes de gondoles, une animation des étalages, etc. Bien entendu, en bout de chaîne, c'est le consommateur qui paie ces petits cadeaux aux industriels.

Officiellement, la hausse des prix des produits vendus par les supermarchés est de 2,3 % par an depuis 1997, alors que l'inflation générale, toujours selon les chiffres officiels, n'est que de 1,5 % l'an en moyenne. Mais les prix de certains produits, tels les aliments pour bébé ou les cosmétiques, ont grimpé en flèche. Ces statistiques ne font d'ailleurs que confirmer ce que chaque ménagère constate en faisant

ses courses : on paie de plus en plus cher pour remplir son caddie.

Les hypermarchés vont-ils baisser leurs prix, comme dit le vouloir Sarkozy ? Il n'est pas improbable qu'ils accèdent à ses demandes, ou qu'ils trouvent un moyen de faire semblant. Le fait est qu'étant de plus en plus chers, ils voient leur clientèle baisser, au profit des enseignes de « hard discount », telles que Ed, Leader Price ou Lidl. Du moins est-ce ainsi qu'argumente la presse économique. Mais, dans les faits, la plupart sinon toutes ces enseignes sont des filiales des grands distributeurs ; par exemple, Leader Price appartient au groupe Casino et Ed à Carrefour. Petit cadeau supplémentaire du gouvernement, si les distributeurs acceptent d'ouvrir des rayonnages pour y vendre des marques moins connues, ils auraient en contrepartie l'autorisation de s'agrandir. Et de toutes façons, rien n'empêchera les industriels ou les dis-

tributeurs, une fois l'obligation de baisse des prix passée, qu'ils pourront transformer en opération promotionnelle, de faire grimper leurs prix, en introduisant un changement minime dans la composition ou la présentation du produit, par exemple.

Pour la majorité des travailleurs, des chômeurs, des retraités qui arrivent de moins en moins à boucler leurs fins de mois, cette baisse de 3 %, intervenant dans quelques enseignes de la distribution ne changera malheureusement pas grand-chose à leur niveau de vie. C'est une mesure démagogique, qui n'écornera même pas les superbénéfices des gros distributeurs ou industriels. Pour éviter le « tassement de leur pouvoir d'achat », il faudrait une réelle augmentation des salaires, des pensions, et une baisse du chômage. Mais cela, il ne faut pas l'attendre d'un Sarkozy ni de ses effets d'annonce.

M. L.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

De la « Libération » à la guerre contre l'Irak, 60 ans de mensonges

Les flonflons du 60^e anniversaire du débarquement des troupes américaines sur les plages de Normandie ne visaient pas, à l'évidence, que la commémoration d'un passé meurtrier marquant une étape décisive pour la fin de la seconde guerre mondiale. Bush, aujourd'hui empêtré dans le conflit irakien, avait besoin de cette mise en scène pour présenter les armées des USA comme les garants de toujours de la libération des peuples et les meilleurs champions de la « démocratie » dans le monde. Et c'est des gouvernements des autres puissances occidentales, en particulier européennes, qu'il voulait en obtenir la reconnaissance. Celle de Chirac – il avait pris la posture d'opposant à l'intervention en Irak et s'était permis de lui refuser jusque-là son aval – était donc pain béni pour l'actuel occupant de la Maison Blanche, lequel aimerait bien y rester quatre ans de plus, alors qu'il voit grandir avec inquiétude dans son pays l'hostilité de l'opinion à sa politique.

Dans la foulée de cette commémoration et des propos mielleux entre « alliés de toujours », la France de Chirac s'est engagée à voter la résolution américaine au Conseil de sécurité des Nations unies sur la prétendue souveraineté de l'Irak, et à donner mandat pour 12 mois à une force censée veiller au rétablissement de celle-ci. Une résolution ayant pour but de protéger un gouvernement fantoche tout en cautionnant la présence des forces américaines en Irak. On ne sait pas encore si la France y enverra des troupes, et si oui à quelles conditions, mais les marchandages ne sont pas terminés. De toutes façons c'est pour Bush une victoire politique. Quant à savoir si ça changera ou pas quelque chose sur le terrain, si moins de militaires américains vont y laisser leur peau, si les Irakiens accepteront dans la résignation une paix des vaincus, avec le vol de leurs richesses pétrolières et la mainmise sur l'essentiel de leur économie, c'est encore une autre affaire.

Dans l'opération « débarquement » de Bush, Chirac y retrouve aussi son compte. Fâcher des « alliés de toujours » comme la bourgeoisie américaine et ses dirigeants, peut momentanément dans les marchandages pour le partage du gâteau irakien avoir un intérêt pour les entreprises françaises, mais cela a aussi ses limites dès lors qu'il y a escalade et que la guéguerre économique se traduit par des mesures de rétorsion américaines en réponse. Et puis Chirac en a aussi profité pour se dresser sur ses ergots et se faire passer pour indispensable au rétablissement de l'ordre et de la paix impérialiste dans le monde, tout en faisant sa campagne électorale en chef de file des Européens. Passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné...

Ceux qui ont manifesté contre la venue de Bush en France, n'étaient certes pas dupes de ce jeu, et on ne peut que se réjouir qu'ils aient été relativement nombreux, en particulier parmi les jeunes, à le montrer. Par contre, il n'est pas du tout sûr qu'ils aient une claire conscience de ce que fut l'intervention anglo-américaine et la politique de la bourgeoisie française dans la seconde guerre mondiale. La « Libération » d'il y a 60 ans est inséparable du caractère impérialiste de la seconde guerre mondiale. Celle-ci a commencé entre les bourgeoisies européennes, avec l'Allemagne sous la domination nazie d'un côté, revendiquant son « espace vital », c'est-à-dire un repartage du monde autre que celui

imposé au lendemain de la première guerre mondiale par le traité de Versailles, et les bourgeoisies françaises et britanniques cramponnées à la défense de leurs marchés et de leurs empires coloniaux, dans lesquels régnait bien autre chose que la « démocratie ». Ces dernières avaient laissé faire et même souhaité sinon favorisé la venue de Hitler au pouvoir. Pour elles c'était, face aux conséquences de la crise de 1929 et l'exacerbation tensions sociales, le meilleur rempart contre la révolution communiste. Qu'Hitler ait mis en camp de concentration les militants du mouvement ouvrier allemand, qu'il ait ensuite aidé Franco en Espagne à noyer dans le sang une révolution ouvrière, ne les avait pas conduits à lever le petit doigt pour lui barrer la route. Mais le pouvoir nazi en voulait davantage. Les impérialistes français et britannique, peu après avoir dans un premier temps pactisé avec lui dans « la Paix de Munich » et laissé mettre la main sur la Tchécoslovaquie, se lancèrent dans la confrontation militaire avec l'Allemagne quand elle envahit, conjointement avec les troupes de Staline, la Pologne. L'impérialisme américain, qui lui aussi avait des vues sur les marchés que se disputaient les bourgeoisies européennes et sur les chasses gardées coloniales de la France et de la Grande Bretagne, attendit, comme lors de la première guerre mondiale, que celles-ci s'épuisent dans la guerre avant d'intervenir quatre ans plus tard. Les dirigeants de la bourgeoisie américaine n'ignoraient rien des souffrances des classes populaires des pays occupés, victimes à la fois des rapines et des exactions des armées occupantes et de celles de leurs propres bourgeoisies. Ils n'ignoraient même pas, comme on l'a su plus tard, l'holocauste de la population juive.

Une autre libération du nazisme aurait été possible si les classes ouvrières des pays européens en guerre avaient fraternisé entre elles pour transformer celle-ci en guerre civile contre leur propre bourgeoisie. Mais il n'y eut pratiquement personne pour défendre cette politique. Et surtout pas les « Staliniens » lesquels, après avoir chanté les louanges du pacte germano-soviétique, à partir de l'attaque en 1941 de l'URSS par les troupes hitlériennes, rangèrent le mouvement ouvrier derrière les bourgeois nationalistes tels De Gaulle, jouant la carte des Anglo-américains plutôt que celle de l'Allemagne.

L'impérialisme américain dans son intervention en Europe, ne fit pas seulement bon marché de la vie de ses « boys », qui furent envoyés mourir par milliers sur les plages de la Manche, 20 000 Normands périrent aussi sous les bombardements américains. Et par la suite bien d'autres dans les pays occupés. Et le peuple allemand, taxé en bloc de nazi, fut écrasé sous les décombres de ses villes, par les troupes de « libération ».

Sur les ruines de l'économie européenne, le capital américain put ainsi prospérer et asseoir encore mieux sa domination. Telle est la réalité de l'idylle de la « Libération » que les horreurs de l'actuelle guerre d'Irak ne devraient pas nous faire oublier.

Louis GUILBERT

Convergences Révolutionnaires n° 33 (mai-juin 2004) - bimestriel publié par la Fraction

Dossier : Élargissement et nouvelle constitution, l'Union européenne est-elle une menace pour les travailleurs ?

Articles : L'urgence : contre-attaquer sur la Sécu - Salaires : les trains de retard de la SNCF - Licenciements : le merci de STMicroelectronics pour les subventions reçues - Comment et pourquoi le génocide rwandais fut encouragé et couvert par la France - Des correspondances sur l'Irak et les États-Unis.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 € ; de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

Avec les sans-papiers, pour leur régularisation

Rassemblés le 31 mai à Bruxelles d'où ils sont partis le lendemain pour une marche qui les conduira à Paris le 12 juin, les sans-papiers font étape dans diverses villes. Les organisations à l'origine de cette initiative militent pour la régularisation des sans-papiers dans divers pays européens. À la veille des élections européennes, ils réclament le droit de vivre normalement dans cette Europe ouverte aux capitaux mais fermée aux hommes et aux femmes qui tentent de s'y installer pour survivre.

Les marcheurs, qui sont plusieurs dizaines, sont accueillis partout par des militants du PCF, de LO, de la LCR, des

syndicats et des associations. À leur arrivée à Lille, le 5 juin, ils ont rejoint la manifestation contre les mesures du gouvernement sur la Sécurité sociale. Puis, ils sont allés soutenir les sans-papiers de Lille en grève de la faim depuis plusieurs semaines.

Ils devraient être le 9 juin à Creil, le 10 à Argenteuil et le 12 à Paris.

Lutte Ouvrière appelle à les soutenir et à se joindre aux manifestations organisées à l'occasion de leur arrivée, en particulier à celle qui se dirigera vers Matignon,

samedi 12 juin à 14 heures à Paris, place de la République.

• À Lille

Un mois de grève de la faim

Depuis plus d'un mois se développe à Lille un mouvement de grève de la faim qu'ont rejoint récemment quelque quatre cents sans-papiers qui demandent leur régularisation.

Ceux qui ont initié cette action en sont à leur 28^e jour de jeûne et leur état de santé s'aggrave de jour en jour.

D'autant plus qu'empêchés de s'installer dans des locaux confortables, ils campent sur un parking que la Bourse du Travail a mis à leur disposition ; or la chaleur peut avoir des conséquences dramatiques pour eux. Mais ils veulent faire reculer les autorités et obtenir des garanties. En effet, le préfet qui s'était engagé, en 2003, à l'issue d'une précédente grève de la faim, à régulariser plusieurs dizaines de dossiers par mois, n'a pas tenu, loin s'en faut, ses promesses. Et aujourd'hui les sans-papiers ne veulent pas se contenter de vagues concessions.

Les derniers événements montrent combien leur méfiance vis-à-vis du préfet est justifiée. En effet, mardi 2 juin, alors que les sans-papiers en grève de la faim s'étaient présentés aux urgences du CHR de Lille, la police est intervenue dans l'enceinte de l'hôpital et a arrêté plusieurs dizaines d'entre eux, brutalement, alors que beaucoup étaient déjà très affaiblis. Par la suite, cinq autres

ont été arrêtés à la Bourse du Travail de Lille, refuge des sans-papiers. Le quartier avait été bouclé par la police et les policiers procédaient à des contrôles au faciès. Certains de ces sans-papiers sont toujours menacés d'expulsion hors du territoire.

Depuis, les sans-papiers grévistes de la faim n'osent même plus se rendre à des contrôles à l'hôpital.

Dernièrement, le préfet, inquiet d'une situation tragique dont il porte la responsabilité, a dit qu'il s'engagerait à réexaminer les dossiers comme il s'y était engagé en 2003. Mais 2003 est un cuisant souvenir pour les sans-papiers ; et ce geste d'ouverture est encore bien trop vague pour que les sans-papiers lui fassent confiance.



• EDF

coupures d'électricité et manifestation anti-Sarkozy

Pour la première fois depuis plus de quinze ans des coupures importantes de courant ont été réalisées par des travailleurs d'EDF sur le réseau SNCF et RER de la banlieue parisienne. Ce n'est pas la fédération CGT qui a décidé ces coupures, mais des syndicalistes CGT du RTE (Réseau de Transport d'Électricité, la branche transport haute tension qui est en passe d'être séparée du reste de l'EDF). Il faut savoir qu'il est difficile de faire de telles coupures : les postes où elles ont lieu sont surveillés par des caméras, et les militants ont intérêt à être masqués. Le principe en avait été décidé par une assemblée de la CGT du RTE, et ensuite ce sont des petits groupes de travailleurs qui l'ont réalisé.

Parmi le personnel, ces actions, abondamment commentées par les médias, ont été plutôt bien accueillies. Les salariés sont plutôt contents de ces actions spectaculaires qui montrent qu'il y a des gens déterminés parmi les agents d'EDF. Elles montrent aussi la force que pourrait avoir le personnel si l'arme de la grève était utilisée à une grande échelle. Mais ces actions sont pour le moment très limitées.

La fédération CGT a accepté de couvrir cette initiative. Mais en même temps Imbrecht, le secrétaire fédéral, a écarté toute idée de grève générale et a déclaré qu'il ne voulait pas « plonger la France dans le noir ».

La fédération laisse faire, mais ne fait rien pour développer ces actions ou pour les élargir, bien au contraire. Et c'est précisément parce que la Fédération ne fait rien d'autre qu'organiser des journées d'action de loin en loin (la prochaine est prévue pour le 15 juin), qu'un certain nombre de militants de base, exaspérés par cet attentisme, ont décidé de faire ces coupures eux-mêmes.

La fédération souhaite que ces actions n'aillent pas trop loin. Sarkozy et le PDG d'EDF Roussely espèrent, les médias aidant, dresser les usagers des transports contre les agents d'EDF. Mais après tout les choses pourraient aussi se passer autrement. Ces coupures, qui ont incontestablement renforcé, un peu, le moral des travailleurs, pourraient être un



point de départ.

Au même moment, les agents EDF qui venaient d'apprendre la venue de Sarkozy à la tour EDF de la Défense sont venus l'accueillir à 200 environ. Là aussi ce fut un succès. Certaines barrières de police n'ont pas résisté. Et c'est protégé par de nombreux CRS que Sarkozy a réussi à pénétrer

dans la tour, par derrière, en catimini. Rien de triomphal dans son entrée, puisqu'il a été accueilli aux cris de « Sarkozy, ta loi pourrie on n'en veut pas ! Et hop, et hop, à la poubelle ! » ou encore « Non à la privatisation d'EDF ! Ça va couper ! »

Il est à souhaiter que ces petits mouvements modifient petit à petit le moral des travail-

leurs, qu'il y en ait d'autres dans le pays, finissant par prendre de l'ampleur et que progressivement la combativité des travailleurs d'EDF et GDF contre les projets du gouvernement se renforce.

Les agents d'EDF et GDF ont la force de faire reculer Sarkozy-Raffarin.

Correspondants LO

Où sont les véritables preneurs d'otages ?

Suite aux coupures de courant organisées par les travailleurs de l'EDF et assumées par les dirigeants CGT de l'EDF, coupures qui ont provoqué des perturbations du trafic SNCF sur le réseau de la banlieue parisienne, les ministres et la presse, tout particulièrement les images des journaux télévisés, ont montré du doigt, une nouvelle fois, « ces minorités qui prennent les usagers en otages ».

Ils s'étranglent de voir des salariés user des moyens dont ils disposent pour faire entendre leurs exigences. Mais s'ils y réussissent, n'est-ce pas justement la démonstration que sans eux et sans leur travail, l'économie ne pourrait fonctionner ? Ce qui n'est pas le cas de celui de ces ministres qui les vilipendent.

Et pourtant il y a une minorité, bien moins nombreuse, et qui joue un rôle bien moins indispensable dans le fonctionnement de la collectivité, qui prend chaque jour des millions

de salariés en otages, sans que cela provoque le même concert d'indignation de la part de toutes ces bonnes âmes de droite, et même « de gauche », comme le socialiste Jack Lang qui a jugé « ces méthodes (celles des électriciens) à la fois dangereuses et inefficaces ». C'est la minorité constituée par les patrons et les gros actionnaires des grandes et moyennes entreprises. Elle exerce un pouvoir sans partage. Elle peut embaucher puis licencier quasiment à sa guise. Elle a de fait presque entièrement les mains libres pour bloquer les salaires, pour imposer des rythmes de travail de plus en plus épuisants aux salariés. Tout cela est considéré comme normal, comme sacré, comme intouchable. Cette minorité-là fait sa loi, et sa liberté se traduit par une dictature de fait sur toute la société.

Mais que des travailleurs se défendent, et du même coup défendent l'EDF en tant que service public, c'est le tollé. Or les vrais responsables des retards qu'ont subis les usagers des trains de banlieue ne sont

pas les salariés d'EDF, légitimement en colère contre les conséquences annoncées de la privatisation de leur entreprise, mais ceux qui l'ont décidée : le gouvernement Raffarin, mais aussi son prédécesseur, celui de Jospin, qui avait depuis longtemps préparé cette privatisation. Ce sont ces gens-là qui, en réalité, prennent les usagers en otages, en préparant des lendemains où ils ne seront même plus assurés qu'il n'y aura pas de défaillance dans la distribution de l'électricité.

En s'opposant à la mainmise, même si elle reste limitée dans un premier temps, des capitalistes privés sur la production et la distribution de l'électricité, les salariés d'EDF ne défendent pas qu'eux-mêmes. Ils défendent la possibilité pour chacun, quels que soient sa situation et ses moyens, d'être relié au réseau de distribution, sans que la primauté soit donnée aux critères de rentabilité.

J.-P. V.

• Saint-Denis

EDF s'en prend aux familles démunies

Les militants syndicaux du centre EDF de Saint-Denis et les associations de chômeurs de la ville ont décidé de ne pas accepter plus longtemps les coupures d'électricité que la direction fait effectuer à un rythme effréné au domicile de familles démunies. Le mercredi 2 juin, ils ont bloqué le départ des véhicules emmenant les agents auxquels la direction impose ce travail.

Ce jour-là, 130 « actions de recouvrement », comme les baptise pudiquement la direction, étaient programmées. La plupart auraient sans doute abouti à une coupure de courant pour des familles vivant dans la pauvreté, bien incapables de régler les factures accumulées. Les agents bloqués se sont largement associés à l'action, rejoignant pendant près d'une heure le piquet, expliquant qu'ils étaient les premiers indignés du rôle qu'on leur fait jouer, et qu'ils essayaient comme ils pouvaient de limiter les dégâts pour les usagers malgré toutes les pressions de la direction.

Il faut dire que, depuis la fin mai, la direction a entrepris une véritable opération « coup de poing » sur la ville, opérant 900 coupures de courant en onze jours. Et actuellement près d'une centaine de coupures sont prévues chaque jour.

Le jour du blocage, le responsable du centre a tenté de se justifier en déclarant qu'EDF n'était pas une entreprise qui fait du social. Mais tout le monde s'en était depuis longtemps rendu compte ! Dans une commune pauvre comme Saint-Denis, toute une partie de la population n'a d'autre ressource que les minima sociaux. Régler des arriérés qui s'élèvent parfois à plusieurs milliers d'euros est purement et simplement impossible. Alors, c'est la coupure.

Des familles avec plusieurs enfants se retrouvent donc dans l'impossibilité de manger chaud, de se laver correctement ou de conserver au frais leurs aliments. Des mères dont le courant a été coupé ne peuvent plus donner un bain chaud à leur enfant, ou faire chauffer son biberon. Une grande partie des foyers frappés par cette mesure ne disposent en effet dans leur logement que d'équipements électriques, ce qui, vu les prix pratiqués par EDF, contribue largement à alourdir la facture.

De telles coupures de courant sont scandaleuses. L'acharnement mis par la direction d'EDF à les réaliser suscite aujourd'hui l'indignation du personnel comme des habitants de la commune.

Correspondant L.O.

• Au Zénith à Paris le 6 juin

Un meeting réussi

Dimanche 6 juin, près de quatre mille personnes se sont retrouvées dans la salle du Zénith, à la porte de Pantin, à Paris, pour le grand meeting national des listes Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire, engagées dans les élections européennes. Après avoir entendu la chorale des « Sans-noms », venue de Nancy, dans des chants de lutte, les participants ont pu écouter les interventions politiques d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot, dont on lira ci-après des extraits.

Arlette Laguiller :
« L'avenir est à l'entente fraternelle entre les peuples »

« Il y a un siècle déjà, le mouvement communiste parlait de la nécessité d'États unis socialistes d'Europe. Aujourd'hui, avec la multiplication encore plus grande des liens économiques, culturels, humains, entre les différents pays d'Europe, l'Europe elle-même serait trop étriquée si elle se repliait sur elle-même.

C'est dire que nous sommes opposés aux frontières dites de Schengen qu'on est en train d'élever autour d'une petite Europe. Le progrès, ce n'est pas enlever quelques barrières pour en dresser d'autres. L'avenir n'est pas aux isolements, il est à l'entente fraternelle entre peuples pour gérer en commun ce qui doit être géré à l'échelle du monde. (...)

Nous nous élèverons au Parlement européen contre toutes les restrictions à la circulation ou à l'installation des personnes à l'intérieur de l'Europe et nous revendiquerons les mêmes droits pour tous les travailleurs, qu'ils soient nés dans l'Union européenne ou qu'ils soient immigrés ! Nous nous opposerons aussi aux multiples survivances de pratiques rétrogrades à l'intérieur de l'Europe, comme l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse dans plusieurs pays, ou encore, parce que cela existe encore, l'interdiction du divorce ! (...)

Pour avoir été présents pendant cinq ans dans ce Parlement, les députés sortants de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire peuvent témoigner que les députés sont surtout conviés à discuter des affaires qui concernent la bourgeoisie.

Sur des milliers de votes qui ont eu lieu, nous avons voté « pour » dans quelques centai-

nes de cas, lorsque la résolution proposée allait un tant soit peu dans le sens de telle ou telle catégorie de travailleurs, de telle ou telle catégorie écrasée par la société, comme les handicapés, dans le sens des intérêts des femmes ou des opprimés. Nous avons en général soutenu des textes qui visaient à protéger même un peu la santé des êtres humains ou l'environnement contre le capitalisme sauvage. Nous nous sommes associés à la défense, même modérée, des droits de l'homme, comme nous avons soutenu les chercheurs contre les blocages basés sur des préjugés réactionnaires.

Mais même là où il y avait des raisons de voter « pour », nous avons dû presque toujours exprimer des réserves ou dénoncer des insuffisances. Nous avons voté contre tout ce qui était préjudiciable aux travailleurs. On nous a souvent accusés de voter contre tout, ce qui est un mensonge. Mais nous ne sommes pour rien dans le fait que la grande majorité des prises de position du Parlement européen concernait plus le marché que les hommes. (...)

Concernant les hommes et les femmes, leur vie, leurs emplois, leurs salaires, il en est rarement question. Et quand il en était question, il eût mieux valu que le Parlement ne légifère pas, en tout cas pas dans le sens dans lequel il a légiféré. Une des mesures phare votées par le Parlement a été ce pas formidable dans le sens de l'égalité des hommes et des femmes qu'a été l'autorisation du travail de nuit pour les femmes, y compris dans l'industrie ou dans les secteurs où il n'y en avait aucune nécessité ! D'ici qu'au nom du droit des enfants, on en revienne à l'Angleterre du début du 19^e siècle faisant travailler les enfants de 10 ans, il n'y a pas loin. (...)

Le seul vote utile dans ces



élections, c'est de rejeter les représentants politiques des possédants, qu'ils soient ouvertement pour le patronat ou qu'ils se prétendent du côté des classes populaires. Mais l'électorat populaire peut faire plus qu'exprimer le rejet des grands partis de gouvernement. En votant pour les listes LO-LCR, les électeurs voteront contre la droite qui les opprime aujourd'hui, et cela, sans remettre moralement en selle une gauche qui les a opprimés hier et qui se prépare à en faire autant demain. Ils se prononceront, aussi, sur des objectifs que les travailleurs ont intérêt à fixer, comme lors des indispensables luttes à venir pour se défendre ».

Olivier Besancenot :
« Droit d'ingérence dans l'économie capitaliste ! »

« On parle d'élargissement de l'Europe, mais aujourd'hui ce qui s'élargit, c'est un marché économique. L'Europe est devenue une arme politique redoutable pour les classes possédantes, ça leur permet actuellement d'accélérer les mesures antisociales contre l'ensemble des travailleurs des pays membres et des pays candidats. Nous, en tant qu'anticapitalistes conséquents, nous rejetons cette Europe-là, mais nous rejetons également le souverainisme. On est pour le rap-

prochement des peuples, on est pour une Europe sans frontières. On est aux antipodes de tous les nationalistes : Le Pen, Pasqua, de Villiers, tous ceux qui détestent les immigrés. Certains n'ont toujours pas digéré la Révolution française. Ainsi de Villiers part en croisade contre la Turquie. Il ne lui manque qu'un cheval, un écuyer et une armure. On dénonce un marché de dupes. Car, contrairement à ce qu'on nous raconte, les souverainistes et les libéraux sont complices. Ils se rejettent la balle – qui des États, qui de Bruxelles est responsable – mais quand il s'agit de voter les politiques antisociales au niveau national ou européen, ils sont d'accord.

Leur Europe c'est une monnaie, et des institutions politiques dont le patrimoine génétique a été fabriqué par les plus riches, par les actionnaires. C'est un marché qui s'ouvre simplement pour certains. Notre Europe ce serait tout le contraire. Il y a eu des critères de convergence économique contraignants pour passer à l'euro. Pourquoi n'y aurait-il pas des critères identiques au niveau social et démocratique pour uniformiser vers le haut, c'est-à-dire aboutir à une vraie Europe pour les travailleurs et pour les peuples ?

Pour les travailleurs, il y a une mesure à prendre, ce serait

l'interdiction des licenciements collectifs, notamment dans ces multinationales européennes qui font des bénéfices. On a des pouvoirs publics européens qui disent ne rien pouvoir faire mais qui donnent beaucoup d'argent, l'argent de nos impôts, en subventions publiques à des groupes qui font des bénéfices et qui licencient quand même. Quand on est en capacité de donner autant d'argent à ces groupes-là, on devrait pouvoir le récupérer pour permettre à la production de continuer.

Mais cela impliquerait de lever le secret bancaire, commercial, industriel, de s'attaquer réellement aux paradis fiscaux, nombreux en Europe. Si on publiait les mouvements de capitaux auprès du fisc on aurait des surprises. Mais dès que vous dites ça, l'ensemble des patronats nationaux expliquent que c'est de l'ingérence dans l'économie capitaliste. On nous parle d'ingérence quand il s'agit de récupérer cet argent, jamais dans l'autre sens. (...)

On est pour des services publics européens parce qu'il y a des besoins élémentaires à satisfaire. Se chauffer, s'éclairer, se soigner, s'éduquer, c'est prioritaire sur les profits, ça ne se discute pas. Et ce sont des besoins élémentaires pour les peuples à Paris, à Londres ou à Istanbul ! C'est pour ça qu'il y a la place pour des services publics européens. Pour nous, un bureau de poste, une école, un hôpital, ce n'est pas fait pour être coté en Bourse, mais pour satisfaire le besoin des peuples. Et ce qui est vrai pour le social c'est peut-être encore plus vrai pour le démocratique. Pour les femmes par exemple ce serait un droit à l'avortement effectif dans l'ensemble des pays membres. Les droits démocratiques, c'est la liberté de circulation, la liberté de l'installation et la régularisation de tous les sans-papiers ! »



Les listes LO-LCR

Voici les candidats qui conduiront les listes LO-LCR dans chacune des circonscriptions :

Ile-de-France

Olivier BESANCENOT - Arlette LAGUILLER

Nord-Ouest

Nicole BAUDRIN - Olivier MARICHEZ

Ouest

Hélène DEFRANCE - Claude QUÉMAR

Sud-Ouest

Alain KRIVINE - Anne-Marie LAFLORENTIE

Massif central-Centre

Anne LECLERC - Jean-Jacques PRODHOMME

Sud-Est

Roseline VACHETTA - André MOULIN

Est

Christiane NIMSGERN - Jean-Luc L'HÔTE

LUTTE OUVRIÈRE présente également une liste dans la 8^e circonscription, celle des DOM-TOM. Elle sera conduite par Ghislaine JOACHIM-ARNAUD

• Arlette à des ouvriers de l'Alstom Belfort

« Il est temps de contrôler les entreprises »



Venue à Belfort le 3 juin pour présenter les candidats régionaux de Lutte Ouvrière aux élections européennes, Arlette Laguiller en a profité pour rencontrer des travailleurs d'Alstom et des sympathisants.

Devant une cinquantaine de personnes, dans un climat chaleureux mais grave étant donné la situation, elle a exprimé son soutien aux travailleurs d'Alstom. « Contrairement à ce que dit Sarkozy, l'emploi des Alstom n'est pas sauvé. Sont sauvés les profits que les actionnaires ont faits dans le passé, sont préservées les créances des banques, mais pas les salariés d'Alstom » a dit notre camarade faisant référence aux centaines de licenciements annoncés à Bel-

fort. Certains travailleurs avaient reçu le matin même une lettre annonçant la disparition de leur poste de travail. Et elle a ajouté « Ces messieurs ont été incapables de calculer les risques. Et il faudrait aujourd'hui que les travailleurs paient par la perte de leur emploi, par l'incertitude sur l'avenir pour eux et leurs familles ! Vraiment, il serait temps que la population puisse contrôler les entreprises, savoir où va l'argent gagné sur le dos des salariés, à quelles acquisitions douteuses il sert, combien les gros actionnaires ont empoché, combien de grandes fortunes se sont constituées, combien d'intérêts ont été payés aux banques ».

Au cours de la rencontre, des intervenants ont rappelé com-

ment Alstom avait préparé son coup depuis des années en filialisant plusieurs secteurs, filiales qui depuis ont parfois fait faillite, en divisant les travailleurs, en promettant monts et merveilles de ces réorganisations. Avec émotion un camarade a évoqué le mépris affiché par les différents DRH. Un autre, qui avait été envoyé en renfort à l'usine Alstom de Turin, a raconté les réactions des ouvriers italiens face aux menaces de fermeture d'un atelier, etc.

Des témoignages poignants mais dignes. Notre camarade a évidemment renouvelé son soutien et réaffirmé l'entière disponibilité des militants de Lutte Ouvrière à soutenir le combat des travailleurs d'Alstom.



• Une liste Lutte Ouvrière dans la huitième circonscription

« Pour un avenir de solidarité »

Lutte Ouvrière présente une liste dans la huitième circonscription, celle regroupant les départements, les Collectivités à statut particulier et les Territoires d'Outre-mer.

Lorsque le gouvernement a mis en place une réforme du mode de scrutin pour les élections européennes, c'était paraît-il pour mieux rapprocher les élus de leurs électeurs. Cela n'a été le cas ni en France ni dans les DOM-TOM.

Cette huitième circonscription regroupe les électeurs de tous les restes dispersés de l'ancien empire colonial français, éloignés les uns des autres de parfois la moitié de la circonférence de la Terre. Quelle façon de rapprocher les peuples !

Ainsi donc, les électeurs de Saint-Pierre et Miquelon, à côté du Canada, éliront les mêmes députés que ceux de la Polynésie, au beau milieu du Pacifique ; ceux de Mayotte, à l'est de l'océan Indien, éliront les mêmes députés que ceux de Wallis-et-Futuna, à côté de l'Australie ! Et comme l'ensemble des neuf Départements ou Territoires d'outre-mer n'ont le droit d'élire que trois députés, on voit alors combien sont facilitées les relations entre électeurs et élus !

Malgré la débilite du système, nos camarades des DOM-TOM ont choisi de se présenter à cette élection pour dire tout ce qui unit les peuples par delà leur dispersion. On lit notamment, dans le texte de l'affiche éditée par nos

camarades des DOM-TOM, et qui reprend les principaux passages de leur profession de foi :

« Nous avons beau être dispersés aux quatre coins de la planète et n'avoir jamais mis les pieds en Europe, nous sommes conviés à participer aux élections européennes, regroupés dans une circonscription unique. Nous sommes considérés comme des Européens du fait d'un passé colonial fait de pillages et de massacres.

Nous pourrions ignorer ces élections et nous dire qu'elles ne nous concernent pas. Mais autant saisir l'occasion pour nous exprimer.

Ce qui unit la majorité d'entre nous malgré la dispersion géographique, c'est précisément un passé fait d'oppression et de violence. Et ce qui nous unit les uns aux autres,

et également aux travailleurs de l'Hexagone, c'est un présent fait d'exploitation pour tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

En tant que travailleurs nous avons partout les mêmes adversaires, les exploités et les gouvernements successifs qui les servent, même si bien des aspects de l'exploitation sont plus choquants dans les Départements et Territoires d'outre-mer qu'en France, même si les salaires sont souvent plus bas, les droits plus réduits et le chômage plus important.

Voter pour la liste Lutte Ouvrière, c'est :

- se prononcer pour les objectifs vitaux pour le monde du travail : pour des mesures radicales contre le chômage, la précarité et la misère en prenant sur les profits

des groupes industriels et financiers et sur les gros revenus ;

- désavouer clairement la droite gouvernementale et sa politique sans amnistier la gauche pour le passé et sans la cautionner pour l'avenir ;

- rejoindre tous les travailleurs qui, en France, affirmeront qu'il est nécessaire d'enlever au patronat et aux financiers le pouvoir absolu qu'ils exercent sur l'économie, le pouvoir de fermer des entreprises, le pouvoir du chantage à l'emploi.

Voter pour la liste Lutte Ouvrière, c'est exprimer son opposition au passé fait d'oppressions coloniales et s'ouvrir à un avenir fait de solidarité entre les travailleurs et les opprimés à l'échelle du monde. »

• Vallourec Laigneville (Oise)

Contre le plan de fermeture

Mercredi 2 juin les travailleurs de l'usine Vallourec à Laigneville dans l'Oise, dans le bassin creillois, étaient appelés par leur syndicat CGT à faire grève toute la journée pour protester contre le projet de fermeture, et pour appuyer les revendications. Un rassemblement était organisé à partir de onze heures sur la place devant l'entrée de l'usine. Et à cette occasion notre camarade Arlette Laguiller, à l'invitation du syndicat CGT, devait venir à midi apporter son soutien public et celui de Lutte Ouvrière à la lutte des travailleurs de Vallourec.

Cela fait maintenant plus de quatre mois que les 117 salariés de l'usine de Laigneville sont mobilisés contre le projet de fermeture de leur usine. Cette journée était l'occasion pour les travailleurs de répondre à la campagne de presse de Vallourec qui a essayé de les présenter comme des têtes brûlées qui feraient n'importe quoi, tout cela parce qu'ils se sont rendus dans l'usine Vallourec de Vitry-le-François, dans la Haute-Marne, qui regroupe

600 salariés, en s'installant dans celle-ci, avec le soutien des travailleurs de l'usine, pendant plusieurs heures.

Face à la direction qui se contente de leur proposer des mutations au rabais à plus de 200 kilomètres, les salariés défendent leurs propres revendications :

- personne à l'ANPE et des reclassements véritables près de chez eux ;
- des protections particulières pour les plus de 47 ans ;
- une prime de 65 000 euros pour tous en plus des indemnités légales.

Hormis la présence de la direction, l'usine était déserte ce mercredi 2 juin. Des stands, des barbecues, des boissons, des tables et des chaises étaient installés devant l'usine. Toute la journée et la soirée des centaines de personnes sont venues apporter leur soutien aux salariés en lutte. Mais l'événement majeur de la journée, annoncé par tract et largement par les journaux régionaux, et qui mit à la une de la presse la lutte contre les licenciements, était la venue d'Arlette Laguiller.

À son arrivée l'accueil fut très chaleureux. Après le délé-

gué syndical CGT qui dénonça avec force les licenciements et affirma la volonté du personnel d'obtenir satisfaction sur ses revendications, puis du secrétaire CGT du CCE de la filiale VPE de Vallourec, venu de Vitry-le-François, qui mit en accusation la politique du groupe en affirmant la solidarité des autres salariés de Vallourec vis-à-vis de leurs camarades de Laigneville, la parole fut donnée à Arlette. Son intervention vigoureuse (dont nous reproduisons par ailleurs les principaux extraits) fut très applaudie par plus de 150 personnes.

L'accueil fut beaucoup plus réservé pour les discours du secrétaire de la fédération du PCF et du maire PC de la Laigneville, qui avait décidé in extremis de venir prendre la parole à ce rassemblement, annoncé depuis des jours. En effet, le premier fit pour l'essentiel un plaidoyer pour la politique du PCF, déclarant qu'il n'y avait pas que la lutte pour faire avancer les choses... et faisant au passage les louanges des lois du gouvernement Jospin. Quant au maire, il insista sur l'obligation où il allait être d'augmenter les

impôts locaux et sur son action... après la fermeture, pour une éventuelle réindustrialisation.

Notre camarade Roland Szpirko, présenté comme « ancien de Chausson », prit lui aussi la parole, mais pour déclarer que les travailleurs devaient avoir confiance dans leur propre force, que seule la lutte pouvait faire changer les choses, et que les travailleurs de Laigneville avaient des alliés potentiels, les autres travailleurs de Vallourec et les autres travailleurs de la région. Cette intervention fut également très applaudie.

Tout cela se continua, autour des grillades et des frites, par beaucoup de discussions très fraternelles. La télévision régionale couvrit pour la première fois la lutte des travailleurs de Vallourec. La presse régionale de son

côté couvrit largement l'événement, le *Courrier Picard* dans son édition de l'Oise mettant à la Une la venue d'Arlette en soutien aux salariés de Vallourec.

Cette journée a regonflé le moral des salariés de Vallourec, bien décidés à continuer leur combat pour garantir leur avenir.



Arlette Laguiller chez Vallourec :

« Les délinquants, ce sont les patrons »

« Lorsque vous êtes allés vous adresser aux ouvriers de Vitry-le-François certains vous ont, paraît-il, traités de « bandes de voyous ». Mais les voyous, les délinquants ce sont eux, ce sont les patrons, ce sont les Bolloré et les autres qui agressent votre emploi, votre vie, vos familles, votre région.

Qui a le droit de décider de vous réduire au chômage avec le mépris le plus total ? C'est un conseil d'administration aux délibérations secrètes. Eh bien il est temps que ceux qui donnent 20, 30 ou 40 ans de leur vie à un patron aient le contrôle de leur entreprise, et sachent où va l'argent gagné sur leur dos et à quoi il sert. (...)

Vous n'êtes pas une petite PME ou PMI... mais un grand groupe qui compte 17 000 salariés, dont l'action a grimpé de 50 % en un an, et dont l'un des actionnaires principaux est le groupe Bolloré. Alors oui il faut prendre sur la fortune des gros



actionnaires pour maintenir l'emploi. Selon le magazine *Capital* le groupe Bolloré Investissements a vu ses bénéfices augmenter en un an de 38 %. Et monsieur Bolloré est aujourd'hui la huitième fortune d'Ile-de-France, juste derrière la famille Peugeot.

(...)

Oui vous avez le droit de vous battre pour être traités comme des êtres humains, comme des hommes et des femmes libres qui en ont assez d'être soumis aux diktats du patronat. Des groupes puissants comme Vallourec sont des irresponsables vis-à-vis de la société. Ils se moquent, ces trusts, de réduire

des régions à l'état de déserts industriels, et les gouvernements les laissent faire. Car les 117 licenciements ici à Laigneville vont aggraver encore le chômage en augmentation de 5,8 % en un an dans l'Oise, et ils auront des répercussions sur la vie des sous-traitants et des commerçants.

Aujourd'hui, l'État français envoie des militaires en Côte-d'Ivoire pour protéger les intérêts de Bolloré et d'autres, mais jamais on n'envoie des CRS pour empêcher un trust de licencier.

Votre revendication principale aujourd'hui c'est « Personne à l'ANPE » et je sais que vous vous battez jusqu'au bout pour cela. Soyez assurés de ma solidarité totale et de celle de mes camarades de Lutte Ouvrière dans votre combat.

Demain je serais à Belfort pour rencontrer les travailleurs d'Alstom qui commencent à recevoir leurs lettres de licenciements. Belfort c'est loin d'ici, mais c'est le même combat. Eh bien j'espère que tous les travailleurs de ce pays descendront sur le pavé pour obtenir enfin l'interdiction des licenciements collectifs. En attendant, je vous souhaite bon courage pour votre combat à tous. »

• Hôpital de Besançon

Les panseuses ont-elles le droit de penser ?

La presse s'est largement fait l'écho, ces dernières semaines, de l'ouverture d'une information judiciaire concernant des actes « d'euthanasie active » qui auraient été pratiqués dans le service de réanimation chirurgicale de l'hôpital de Besançon. C'est une affaire qui remonte déjà à plusieurs années.

Entre 1998 et 2002, le personnel soignant (infirmières, aides-soignantes et ASH) du service de réanimation chirurgicale de l'hôpital de Besançon avait attiré l'attention de l'ensemble de sa hiérarchie à propos de pratiques « d'accélération de fin de vie » utilisées dans le service par l'équipe médicale et qu'il estimait profondément choquantes. Il avait alors été impossible d'en discuter à l'intérieur du service. L'encadrement, tout comme le directeur général du CHU, le DRH ou le président de la CME (commission médicale consultative) étaient restés sourds. Tous voulaient réduire le malaise du personnel à une simple querelle entre les équipes soignante et médicale. Cela évitait de se poser des questions pour savoir ce qui se passait réellement dans le secteur. Et puis, comment imaginer que le personnel puisse remettre en cause la toute puissance des médecins ? L'un d'eux eut même le front de dire à une infirmière qu'elle était là pour panser, avec un A et non avec un E...

Quoi qu'il en soit, un certain nombre de refus d'exécuter des actes jugés par les infirmières contraires à l'éthique professionnelle amena des demandes de sanction de la part de la chef de service vite enterrées par la direction de l'hôpital qui apparaissait surtout soucieuse de ne pas faire de vagues.

Fin 2001, une importante délégation de personnel du service, accompagnée de deux délégués syndicaux, avait enfin été reçue par le directeur de la DRASS (direction régionale des affaires sanitaires et sociales). Ce dernier a d'abord informé les membres de la délégation travaillant en « réa-chir » que le fait d'avoir informé leur hiérarchie à propos de ces pratiques ne les mettait pas à l'abri de poursuites pour « non-assistance à personne en danger » si les faits étaient avérés. Le 11 décembre 2001, une mission d'inspection fut confiée à trois médecins inspecteurs de la

DRASS. Ces derniers ont interrogé plus de 50 personnes qui ont raconté ces « fins de vie » qui les choquaient tant et le harcèlement qu'elles subissaient au quotidien. Les résultats de cette enquête ont été évoqués dans *Le Monde* du 8 mars 2002. D'après ce journal, les médecins inspecteurs estimaient que « les actes incriminés se déroulent dans le cadre de limitation ou d'arrêt thérapeutique » mais « qu'ils dépassent ce cadre ». Le personnel, lui, n'eut pas droit à la communication de ce document (qui le concernait pourtant au premier chef), alors que les médecins du service, eux, y eurent accès au nom du droit de réponse. L'ensemble des instances concernées (Agence régionale de l'hospitalisation, DRASS, direction du CHU) s'opposèrent et s'opposent toujours à fournir copie de ce document au personnel.

L'IGAS (inspection générale des affaires sanitaires) mena également une investigation dont les conclusions furent seulement présentées aux délégués syndicaux. Le personnel, lui, n'a jamais été informé officiellement de l'état des différentes enquêtes. Ce qu'il apprit, il l'apprit par la presse, par des indiscrétions, ou par des « on dit ».

Il y a quelques semaines, le rapport de l'expert judiciaire a été commenté dans la presse nationale. D'après *l'Express* du 10 mai 2004, sur dix-huit dos-



siers de patients examinés par l'expert, quatorze ont subi, aux yeux de la loi, une euthanasie. Dont quatre, une euthanasie « directe » par injection de curare et de sel de potassium, autrement dit un empoisonnement du point de vue légal. Le procureur a tenu une conférence de presse pour annoncer qu'au bout de deux ans d'enquête préliminaire, cette dernière allait se poursuivre. Le SRPJ de Dijon va interroger le personnel ayant travaillé entre 1998 et 2002 dans ce secteur, les médecins du service et l'ensemble de la hiérarchie administrative hospitalière.

Jusqu'à présent les seuls médecins interrogés ont été ceux de la DRASS qui ont mené la première enquête...

Quelles que soient les conclusions de l'enquête judiciaire, le curieux déroulement de celle-ci met en lumière le fait que l'opinion et la parole des salariés ne pèsent pas bien lourd dans notre société. Car enfin, les questions que posait le personnel soignant avaient-elles si peu d'importance qu'il ait fallu attendre plus de deux ans pour se décider enfin à les écouter ? Et pourquoi, alors que les journalistes avaient accès aux différents rapports concernant ce

qui s'est passé en réanimation chirurgicale, le personnel n'y a-t-il jamais eu accès et a-t-il toujours été considéré comme quantité négligeable malgré son obstination et sa détermination à exiger des réponses à ses interrogations ?

Mais il en est ainsi dans toute la société. Tout salarié cesse d'être considéré comme un citoyen à part entière dès qu'il est au travail, il n'a qu'à exécuter les ordres qu'il reçoit... ce qui n'empêche pas certains d'essayer de lui faire endosser la responsabilité de ce qu'il n'a pas pu empêcher.

Correspondant LO

Échos des hôpitaux

Santé ou rentabilité, il faut choisir

Le CHU développe les hôpitaux de semaine pour faire des économies en diminuant les effectifs.

Mais régulièrement, en fin de semaine, les patients ne sont pas en état de partir. Il faut alors se démener pour trouver des places et les transférer le vendredi soir avant la fermeture.

Tout cela entraîne une surcharge de travail pour le personnel et un stress pour les malades.

Extrait du bulletin LUTTE OUVRIÈRE - Hôpital Sud (Rennes)

La réalité des chiffres

Dans le dernier rapport sur l'activité de l'hôpital en 2003, la direction fait le bilan de ce qu'elle appelle l'absentéisme.

On apprend ainsi que le taux moyen de congés maladie serait de 7,69 %, en baisse de 1 % par rapport à 2002. Le total des congés maternité et maladie passerait lui de 10,69 % à 10,23 %.

Peut-être cela va-t-il calmer certains cadres qui annoncent des chiffres en hausse et montrent du doigt les agents en arrêt maladie ?

Mais pour améliorer le fonctionnement des services, il y a un chiffre à revoir d'urgence, c'est celui des embauches !

Le compte n'y est pas

Le rapport d'activité 2003 nous apprend aussi que le taux de remplacement des personnels malades n'atteint que 35 % pour la maison de retraite et seulement 25 % pour l'hôpital et la psychiatrie. Ce taux chute même à 21 %

pour les ASH de l'hôpital.

Ne remplacer qu'un quart des absences, voilà une des causes de la surcharge de travail et de la fatigue.

Et si la direction continue à nous faire remplacer 75 % des absences, cela finira par nous mettre 100 % en colère.

Extraits du bulletin LUTTE OUVRIÈRE -

Centre Hospitalier de Calais.

Non à la fermeture de la maternité de Marcq

Au fil des années les gouvernements, qu'ils soient de droite comme de gauche, ont fermé toutes les petites maternités (officiellement de moins de 300 accouchements).

Ces six dernières années, cent ont déjà été fermées ; et cela bien sûr, sans que les grosses structures soient véritablement renforcées.

Et cela continue. Cette fois-

ci, c'est celle de Marcq où naissent en moyenne 800 bébés par an depuis 1972.

Alors, bien sûr, les directions vont nous dire qu'il ne s'agit pas d'une fermeture mais d'un regroupement avec la maternité de Tourcoing. On va nous dire aussi que c'est une mesure de sécurité car il y a un manque de médecin.

Mais cela n'a rien d'étonnant quand on sait que, depuis des années, on ne forme plus assez d'obstétriciens ni d'anesthésistes.

En attendant, ce sont les femmes enceintes de Marcq, La Madeleine, Lambersart... qui devront se déplacer à Tourcoing.

Et une fois de plus on assiste à des suppressions d'emplois dans la santé.

Extrait du bulletin LUTTE OUVRIÈRE - CHRU de Lille

• Renault Flins (Yvelines)

En Tôlerie Clio, les pressions, ça suffit !

À l'usine Renault de Flins, l'atelier OA de Tôlerie, où sont fabriquées les Clio, a été presque arrêté la semaine dernière, les 2 et 3 juin, à la suite d'un débrayage d'une des deux équipes. Ce sont les multiples pressions de la maîtrise, les convocations, les annotations de suivi individuel dans les dossiers, appelés les « S2N », qui ont mis le feu aux poudres.

Après avoir, en janvier, baissé la production et arrêté la quasi-totalité de l'équipe de nuit de Tôlerie en supprimant cinquante postes, la direction a commencé à faire remonter la cadence. À la suite du démarrage du lancement de la Modus à Valladolid en Espagne, une partie de la production des Clio effectuée auparavant dans cette usine se retrouve à Flins. Bien sûr, aucun poste n'a été créé pour faire face à ce travail supplémentaire.

Le 2 juin, en début d'équipe d'après-midi, les travailleurs des Units se sont réunis, au départ à une dizaine, ont fait le tour de l'atelier pour exprimer leur ras-le-bol et dénoncer les pressions sur leurs conditions de travail. Rejoints par les travailleurs des « côtés de caisses » et des « blocs avant », ils ont

tenu une réunion à une trentaine de grévistes dans la salle de pause et établi une liste de revendications.

Ils demandaient l'annulation de l'augmentation de la cadence, passée de 459 à 473 véhicules par équipe, ainsi que l'arrêt des installations pendant les temps de pause, afin de ne pas avoir à reprendre à toute allure dès le retour de la pause pour écouler le travail accumulé pendant celle-ci. Il y en avait aussi assez de la surveillance pointilleuse et agaçante de la hiérarchie, de même que des remarques inutilement désobligeantes et des S2N, ces notes désobligeantes dans notre dossier.

Enfin, une menace de sanction avait été proférée envers un camarade qui n'avait pas pu venir une journée pour un problème personnel ; ce camarade se retrouvait en « absence injustifiée » puisqu'il n'avait plus de journée dans son capital temps individuel, la direction y puisant allégrement pour ses jours non travaillés.

En colère, les grévistes se rendirent au Ferrage Clio, puis au Montage pour faire connaître leur débrayage et leurs revendications. La direction, à ce moment, refusait de les recevoir, sauf... s'ils avaient



repris le travail ! L'accueil chaleureux et les discussions renforcèrent encore leur détermination et après ce tour des ateliers, les grands chefs cette fois durent se déplacer pour entendre les grévistes. Ils n'ont pas dû être déçus !

Le lendemain, 3 juin, une dizaine de travailleurs de l'autre équipe, l'équipe 1 du matin, se réunissaient et décidaient de laisser les tapis vides avant chaque pause, ce qui stoppe les robots. Et le débrayage recommença en équipe d'après-midi, presque aussi nombreux que la veille, jusqu'à ce que la direction reçoive les grévistes. Ses propositions ne faisant pas le compte, le débrayage se poursuivit jusqu'à la fin de l'équipe. Bien que la direction ait mobi-

lisé des chefs pour remplacer les grévistes, plus d'une centaine de voitures furent perdues.

Finalement, vendredi 4 juin, en début d'équipe d'après-midi, en réunion, les grévistes décidèrent de reprendre le travail. La direction reconnaissait implicitement la validité de leur mouvement puisqu'elle annonçait trois heures de débrayage payées.

Malgré les conditions de travail et le stress, toujours difficiles à supporter, le moral a marqué des points. Les travailleurs du secteur ont en partie obtenu gain de cause : de fait, les robots ne tournent pas pendant les pauses et tous sont satisfaits de s'être ainsi opposés à la direction, même si cela ne règle pas tout.

Les pressions, permanentes, les cadences que la direction impose aux travailleurs, en particulier dans les secteurs de production, entraînent souvent des coups de colère dans tel ou tel secteur. Un débrayage a également eu lieu dans le secteur de l'Informatique, pour exprimer l'inquiétude des techniciens et même de certains cadres au sujet des suppressions de postes liées à la filialisation de la DTSI (l'informatique de Renault).

Bien sûr, ces coups de colère ne sont que des réponses partielles à la politique de la direction. Il faut souhaiter qu'ils préparent une réaction plus ample, plus profonde et plus décisive.

Correspondant LO

• Renault Technocentre Guyancourt (Yvelines)

Des sous-traitants font grève pour les salaires

Mainco, filiale de la Cogema dont le siège est à Cherbourg, est un sous-traitant qui effectue la logistique du Technocentre Renault de Guyancourt, dans les Yvelines. Sur ce site, il y a actuellement une trentaine de salariés Mainco et une vingtaine d'intérimaires. Une partie de ces salariés sont des anciens de Calberson-Geodis qui avaient fait grève il y a deux ans pour être repris par Mainco quand Calberson avait perdu l'appel d'offres lancé par Renault. À l'issue de cette grève victorieuse, ils ont monté une petite section CGT.

C'est une réunion sur les salaires, le 18 mai, qui a mis le feu aux poudres. La direction de Mainco a eu le culot de proposer 0,4 % d'augmentation générale et 0,6 % au mérite, à des salariés qui gagnent entre 1 000 et 1 200 euros net par mois !

Le lundi 24 mai, 25 salariés



se réunissaient et décidaient une heure de débrayage. Ils envoyaient leurs revendications à la direction de Cherbourg : 55 euros et le 13^e mois pour tous. Comme celle-ci leur répondit

par 1,2 % d'augmentation au mérite, les salariés reconduisirent immédiatement la grève.

La vingtaine de grévistes s'est réunie tous les matins. Là, ils votaient la grève, faisaient le

bilan de la veille et discutaient des actions de la journée. Au cours d'une de ces réunions, les grévistes décidèrent, par exemple, de demander finalement 100 euros net par mois, le paiement des jours de grève et la venue au Technocentre de la direction pour en discuter.

La direction Mainco de Cherbourg a joué le pourrissement de la grève, annonçant dès le début qu'elle ne céderait pas et qu'elle ne viendrait pas à Guyancourt. Les chefs ont essayé de faire le travail avec les intérimaires. Mais cela ne suffisait pas pour remplacer les grévistes.

À l'appel de la CGT-Renault, un rassemblement de soutien a réuni côte à côte environ 80 salariés Renault et Mainco. C'était une première sur le site. Les grévistes ont obtenu de rencontrer la direction Renault du Technocentre. Cette dernière a fait pression sur Mainco. En effet, Renault vou-

lait que le conflit cesse car il gênait le lancement de nouveaux prototypes et pouvait perturber la présentation devant la presse du nouveau véhicule à 5 000 euros.

Vendredi 28 mai, la direction de Mainco opérait un premier recul en proposant 15 euros pour tous et 20 euros pour les plus méritants. Mardi 1^{er} juin, les grévistes ont obtenu que la direction de Mainco vienne au Technocentre. Celle-ci a finalement lâché une prime de site de 35 euros, qui se rajoute aux 15 euros d'augmentation générale et aux 20 euros au mérite, le paiement de trois jours de grève, le reste étant pris sur les congés ou récupéré.

Certains grévistes pensent qu'ils auraient pu obtenir plus. Il n'empêche qu'à vingt, ils ont obtenu plus de la moitié de leurs revendications et ont fait reculer une direction arrogante.

• Renault

Les salariés de l'informatique refusent d'être externalisés



Depuis plusieurs mois les salariés de l'informatique Renault manifestent contre le projet de la direction d'externaliser l'informatique. Ces manifestations ont empêché la filialisation, mais pas les projets de partenariats.

Cette fois-ci la restructuration de la direction de l'informatique était à l'ordre du jour du Comité central d'entreprise du mercredi 2 juin après-midi. Tous les syndicats avaient appelé à un débrayage pour participer au rassemblement à Boulogne-Billancourt, devant le CCE. Il y avait plus de 500 salariés du siège social, du Technocentre et des sites de la région parisienne. À Cléon, à Flins et à Sandouville des salariés de l'informatique ont également débrayé.

Les représentants syndicaux avaient prévu de demander une suspension de séance et de voter la nomination d'un expert, ce qui permettait de faire reculer dans le temps la consultation du CCE sur le projet de la direction.

À la tribune, les intervenants ont signalé que les salariés de l'informatique au siège social avaient dans la matinée arrêté pendant une heure et demie les serveurs informatiques, perturbant momentanément le travail.

En séance, les élus du personnel ont réussi à faire voter la transformation de la « consultation » en « information » ce qui permettait en

principe de repousser la décision. Néanmoins, la discussion continuait et s'éternisait et, au-dehors, les grévistes commençaient à en avoir assez d'attendre. Une pétition signée sur place par 120 personnes demandait la nomination d'un expert. Les élus du CCE finirent par voter cette nomination, ce qui permettait le report du Comité central d'entreprise au 23 juin.

Les présents se sont promis de revenir ce jour-là.

De son côté, la direction faisait un communiqué réaffirmant son projet de découpage de l'informatique en trois parties. Dans la partie « poste de travail » (environ 400 personnes) près de la moitié des salariés seraient transférés dans une entreprise extérieure. Dans la partie « parc applicatif » (environ un millier de personnes), il est envisagé une « business unit », c'est-à-dire une nouvelle division administrative interne à Renault, mais qui serait associée à un grand partenaire externe... ce qui est tout de même une façon de préparer la sortie du groupe Renault. Enfin, dans la partie « exploitation » la direction envisage aussi une externalisation mais pas dans l'immédiat.

En fait la direction ne désarme pas : la forme peut changer, mais le projet d'externalisation demeure. Alors, les salariés ne désarment pas non plus et le 23 juin sera une nouvelle occasion de le lui prouver.

• Va Tech JST (Lyon)

Les 108 suppressions d'emplois ne passent pas

Chez Va Tech JST, une cinquantaine de lettres de licenciement sont attendues dans les jours qui viennent. Du coup, la tension monte dans les ateliers et les services de l'usine.

Le groupe autrichien Va Tech qui a repris l'usine au groupe Schneider il y a près de trois ans a décidé de supprimer un quart des 420 emplois qui restent dans cette usine où sont fabriqués des transformateurs haute tension pour les centrales électriques et pour les locomotives. La procédure légale qui s'est terminée il y a quelques semaines n'a permis que de mettre l'accent sur la rapacité des patrons. Ceux-ci vont profiter du plan amiante qui permettra de faire partir environ 50 travailleurs aux frais exclusifs de la Sécurité sociale. Quant au plan de « sauvegarde » de l'emploi à coût minimum qui

est mis en œuvre pour les autres, on voit bien qu'il ne permettra pas de reclasser grand monde. Le cabinet de reclassement que la direction présente comme le point fort de son dispositif se propose surtout d'aider les licenciés à « faire le deuil de leur emploi » (sic) et offre des petits fours à ceux qui s'aventurent dans le bureau qui vient d'être ouvert dans l'usine. Mais pour trouver du travail, nous savons bien que c'est mission impossible.

Plusieurs mouvements limités ont eu lieu ces derniers jours pour exiger que la direction rajoute des sous afin que les licenciés aient au moins une compensation financière supérieure au minimum légal. Les arrêts de travail se sont succédés. À grand renfort de mégaphone, des « alarmes » et autres « alertes » sont déclenchées quotidiennement, à des heures varia-

bles, et une manifestation se forme dans les ateliers et les bureaux. Les travailleurs sont appelés à aller tous ensemble dans les couloirs et bureaux des responsables de l'usine pour exiger que tous les licenciés aient une solution afin que personne ne se retrouve à la rue. La grande majorité du personnel participe à ces manifestations qui, au moins, réjouissent les travailleurs et angoissent les chefs et les cadres qui préfèrent disparaître plutôt que de s'opposer au mouvement.

Bien sûr, ces mouvements s'ils restent limités ne suffiront probablement pas à contraindre totalement le groupe Va Tech. Mais les travailleurs ont commencé à s'opposer aux mauvais coups des patrons de cette usine, et rien ne dit qu'ils en resteront là !

Correspondant LO

• SMVI – Buc (Yvelines)

47 salariés exigent le paiement de leurs salaires !

Le 26 mai, le PDG de SMVI nous a annoncé que nos salaires ne seraient peut-être pas versés suite au dépôt de bilan de l'entreprise et à celui du groupe de sous-traitance GRME dont elle est filiale.

SMVI a été acheté en 2000 par GEMS (General Electric Medical Systems) qui voulait devenir leader en médecine nucléaire. GEMS revendait en 2002 ce qui ne l'intéressait plus à GRME, l'un de ses principaux sous-traitants. Le PDG de GRME n'est autre qu'un ancien directeur de GEMS qui s'est fait une solide réputation de prédateur en rachetant des entreprises en difficulté ou en dépôt de bilan. Tous juraient qu'il n'y aurait aucune incidence sur nos emplois, mais au bout de quelques mois, GEMS, client quasi-

exclusif de SMVI, cessa toute commande.

Depuis des semaines, le PDG entretient un climat d'incertitude, annonce un plan social un jour, se rétracte ensuite, annonce neuf licenciements par mois, puis trente d'un coup, puis de nouveau neuf, pour finir par un dépôt de bilan, et l'arrivée d'un repreneur suisse qui exige comme préalable que nous acceptions par écrit le licenciement des quatre cinquièmes du personnel.

La situation actuelle ne doit rien à la fatalité. Nombre de fabrications ont été transférées dans l'usine marocaine juridiquement exclue du dépôt de bilan. Et nous savons tous que l'argent existe, rien qu'en voyant les photos de la maison princière que s'est fait cons-

truire le PDG au Maroc.

Nous sommes donc allés exiger notre paiement dans le bureau du PDG. Celui-ci cherchant avant tout à noyer le poisson, la grève fut décidée pour obtenir le paiement des salaires et bloquer à cet effet la somme de 600 000 euros initialement prévue pour payer les fournisseurs.

Malgré les menaces individuelles, cela a eu pour effet de régler la situation en quelques jours. L'administrateur judiciaire et le responsable du personnel s'engagèrent par écrit à nous payer alors que le PDG s'y était refusé.

Nos emplois sont toujours menacés, mais ce petit succès est un encouragement à poursuivre l'action.

• Aventis – Romainville (93)

Méga teuf

Markham, un responsable de la restructuration de la DIA (centre de recherche), à qui on doit la fermeture de Romainville, des suppressions de postes et des licenciements pour ceux qui ne retrouveront pas de poste, et accessoirement en charge de la recherche Aventis, s'en va.

Pour fêter ça, il va réunir cinq cents person-

nes. Des potes à lui et des fayots qui n'osent pas lui dire non. Et cela pendant quatre jours à Orlando, en Floride.

Comme quoi chez Sanofi-Aventis, l'argent coule à flots... pour les grands dirigeants. C'est sûr que la prime de départ n'est pas la même pour tous.

• Ouverture du capital à la Snecma

Les craintes et les indignations des salariés

La privatisation de la Snecma, un des tout premiers fabricants mondiaux de moteurs d'avions, a officiellement débuté avec la mise en vente, le 4 juin, de 35 % du capital de l'entreprise.

C'est Balladur qui, le premier, avait envisagé cette privatisation. Puis un autre Premier ministre, socialiste cette fois, avait voulu concrétiser ce projet. Seulement, Jospin, puisque c'est de lui qu'il s'agissait, avait dû le remettre à plus tard à cause des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis qui avaient fait baisser les actions des sociétés aéronautiques et des motoristes.

Aujourd'hui, Raffarin et Sarkozy remettent ça et ils n'ont qu'à puiser dans des projets préparés par d'autres, entre autres par la gauche.

De son côté, la direction générale de la Snecma n'a pas lésiné sur les moyens, consacrant plus de cinq millions

d'euros à une campagne de communication avec spots publicitaires dans les médias,

personnel.

Dans l'entreprise, cette débauche de moyens est loin de susciter l'engouement du per-



des centaines de réunions dans tous les sites du groupe et un « one man show » du PDG devant 5 000 cadres au Zénith. Et tout cela sans compter la mise en place de bureaux d'information pour d'éventuels acquéreurs d'actions au sein du

sonnel et encore moins son assentiment. Certes, les salariés des différents secteurs de l'usine participent aux réunions organisées par la direction puisqu'elles revêtent un caractère quasi obligatoire.

Dans toutes les usines, la

direction a donc installé des bureaux ouverts en permanence afin de proposer des simulations sur ce que pourrait rapporter l'achat d'actions Snecma, dont 3,2 % sont réservées au personnel. Mais, en panne de « clients », ceux qui sont affectés à cette tâche se morfondent à longueur de journée.

Les spots télé que la direction a diffusés il y a quelques jours ont encore accru le malaise, voire l'indignation. Non seulement parce que la privatisation y est traitée à la manière d'un conte paradisiaque, mais aussi par le coût de l'opération, qui choque bien des travailleurs puisqu'il survient alors que la direction annonce les listes réduites d'augmentations qui sont elles-mêmes à la portion congrue.

Cette hostilité latente aux plans de la direction ne débouche pas encore sur une mobilisation concrète. Seule

une minorité s'est pour l'instant montrée déterminée à participer aux quelques initiatives syndicales proposées, si l'on excepte un référendum qui a révélé un écrasant pourcentage de « non » à l'ouverture du capital. Le dernier débrayage en date, qui proposait un traditionnel rassemblement de tous les centres au siège plutôt qu'une manifestation commune avec les salariés d'EDF-GDF qui manifestaient le même jour, n'a pas fait recette. Seules quelques centaines de grévistes ont fait le déplacement.

Il n'en reste pas moins que la rancœur, les craintes, se manifestent à longueur de journée. Le 26 mai, plusieurs centaines de salariés Snecma venus aux portes de l'usine de Villaroche à la rencontre d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot, leur en ont d'ailleurs fait part, lors d'un rassemblement qui s'est échelonné sur près de deux heures.

Correspondant LO

• SNCF Paris – Gare de Lyon

La grève du ras-le-bol

Du vendredi 4 juin au lundi 7 juin, plus de 90 % des 300 vendeurs grandes lignes de la gare de Lyon ont fait grève.

Cette grève est partie sur un ras-le-bol général dû aux difficultés de toutes sortes entraînées par la mise en place d'un nouveau système informatique de ventes des billets, dit « Mosaïque », dû aussi à un manque d'effectifs criant et à la mise à la porte de trois jeunes embauchés en contrat à durée déterminée (CDD) à qui la direction avait pourtant laissé espérer l'embauche. L'attitude méprisante des chefs et les pressions exercées sur les vendeurs auraient déjà suffi pour que « ça pète »... et ça a pété !

Quatre jours durant, la grève a été massive, même durant le week-end, malgré la mobilisation des cadres et l'envoi d'un huissier, qui voulaient sortir les grévistes des locaux... sans y parvenir.

Le lundi 7 juin fut une journée marathon des grévistes : interpellation du directeur d'établissement qui ne voulait rien lâcher sur les revendications (en particulier,

l'embauche des CDD et des effectifs supplémentaires), envahissement des locaux du Comité d'établissement pour interpellier le directeur de Région qui, devant le nombre de grévistes, a fini par se mettre à table face à une délégation nommée par les grévistes.

Résultat : un poste d'agent de maîtrise supplémentaire créé et des promesses d'embauche de travailleurs contractuels au « cadre permanent » c'est-à-dire avec statut de cheminots. Concernant les trois jeunes CDD mis à la rue, leur dossier va être revu par la direction. Une journée de grève sera payée.

La reprise a été votée par une majorité de l'assemblée des grévistes réunis à l'issue de ces négociations, avec le sentiment d'avoir gagné quelque chose et, surtout, d'avoir gagné moralement face à une direction de plus en plus autoritaire.

Le lendemain, dans les lieux de vente, avec la fierté de la grève, l'ambiance était au beau fixe tandis que les cadres rasaient les murs.

Correspondant LO

• Ronal – Saint-Avold (Moselle)

Le patron arrêté en direct

Ce n'est pas tous les jours qu'on voit cela à la télé : un patron interpellé par la police devant ses ouvriers qui n'ont pas l'air de le plaindre. Et il y a de quoi : il était venu au Comité central d'entreprise annoncer la fermeture de celle-ci, 170 salariés risquant de se retrouver du même coup à la rue.

Cela s'est passé le vendredi 4 juin. Le patron est celui de Ronal, un groupe (allemand basé en Suisse) qui produit des équipements automobiles dans diverses usines en Allemagne, en Pologne, en République tchèque ainsi qu'à Saint-Avold en Lorraine.

L'affaire n'a rien d'original. La veille encore de son interpellation, la direction déclarait dans un communiqué reproduit par la presse régionale : « La fin de l'entreprise de Saint-Avold n'a jamais été programmée », mais « le marché automobile ayant malheureusement chuté (...), l'usine a dû recourir au chômage partiel. » Et de prétendre que, les ouvriers occupant l'usine, cela a « obéré gravement la trésorerie » de l'entreprise qui « se voit dans l'obligation (...) d'engager une procédure de déclaration de cessation de paiement ». Dans ce

communiqué, le patron jouait à la vertu outragée face à « certains qui ont cru bon de porter plainte en justice contre les dirigeants de la société. Elle n'a pu aboutir faute d'opération suspecte susceptible d'être qualifiée pénalement, selon les propos du procureur ».

Manque de chance pour ce monsieur aussi menteur qu'un patron peut l'être, ledit procureur venait de recevoir des documents (des ordres de virement) prouvant que la direction avait bel et bien programmé la fermeture de l'usine en organisant son insolvabilité.

Cela faisait longtemps qu'elle s'y employait. Le marché automobile « déprimé » ne l'avait pas empêchée d'ouvrir un site en Pologne dès 1995 et un autre en Tchéquie en 2001, de simples « implantations commerciales » employant 80 salariés chacune, prétendait-elle. Mais quand, en mai dernier, elle chercha à récupérer des moules (pour fabriquer des jantes) afin de les envoyer à l'Est, des représentants des salariés de Saint-Avold se rendirent en Pologne et découvrirent, en fait d'« implantation commerciale », deux usines employant 1 010 salariés. Dans la foulée, ils apprirent que la direction, qui jusqu'alors avait commandé pour 120 000 euros de mar-

chandises à sa branche tchèque, venait de lui régler une facture douze fois plus élevée.

La direction vidait la caisse, transférait ses activités vers des pays aux salaires bien plus bas où elle développait sa production et, dans le même temps, elle pleurait misère. Elle faisait passer le chômage partiel d'une semaine à une semaine et demie, puis à deux semaines par mois, en faisant prendre en charge par l'État l'indemnisation de ce chômage qu'elle organisait ! Exactement comme elle s'appretait à le faire pour les licenciements, puisqu'elle se serait déclarée en cessation de paiement.

La routine, en quelque sorte, pour ces patrons qui pleurent misère la bouche et surtout les poches pleines. Cette fois, cela ne se passe pas aussi bien (pour eux) que d'habitude. Le patron sera, on peut l'espérer, condamné. Mais, même avec une amende substantielle à la clé, voire des indemnités judiciaires à verser à ses salariés, ceux-ci risquent, quand même, de se retrouver sans travail. Et la véritable justice serait d'obliger ce groupe à leur verser leur salaire, que l'usine tourne ou pas, d'autant qu'il en a plus que les moyens.

P.L.

• États-Unis

À Reagan, l'impérialisme reconnaissant...

La disparition de Ronald Reagan, président des États-Unis de 1981 à 1989, survenue alors que l'actuel président Bush paraissait avec ses homologues d'un peu partout sur les plages du débarquement de juin 1944, a donné lieu à un concert de louanges à son adresse. Bush a annoncé des obsèques nationales, Blair, Schröder et autres y sont allés de leurs qualificatifs enthousiastes, et Chirac a célébré un « grand homme d'État ».

On nous a ressorti les vieux clichés, dont celui de l'ex-cowboy des films de série B qui aurait incarné « l'Amérique profonde ». Ce n'est qu'une partie de la vérité. Parvenu à la tête du syndicat des acteurs en 1947, et alors proche du Parti Démocrate, Reagan prit une telle part à la chasse aux communistes (ou supposés tels) menée par le sénateur McCarthy que les studios de la Metro Goldwyn Mayer le recrutèrent comme conseiller en épuration. Peu après, il fit merveille, dit-on, comme animateur grassement rémunéré d'une émission hebdomadaire pour le compte de General Electric vantant la « libre entreprise » et s'en prenant à ses « ennemis ». Après avoir été pressenti pour être candidat du Parti Démocrate à la Chambre des Représentants, c'est finalement comme Républicain qu'il se fit élire gouverneur de Californie, avant de succéder à Carter en tant que 40^e président des États-Unis en 1981.

Prendre aux pauvres pour donner aux riches

Dès son installation, Reagan annonça un plan de réduction fiscale. Sous prétexte de relancer l'investissement, il réduisit fortement les impôts des entreprises et des personnes physiques, dont les riches furent seuls bénéficiaires. Comme cela creusait le déficit du budget, il argua alors de la situation qu'il avait lui-même créée pour « réduire les dépenses de l'État »... et sabra dans les dépenses sociales.

Sans-emploi en reconversion, handicapés et familles dépendant de l'aide alimentaire furent parmi ses premières victimes. Il transféra aux États de l'Union la responsabilité de l'aide sociale et en profita pour réduire fortement sa dotation fédérale. En 1980, 40 % des chômeurs étaient encore indemnisés ; ils n'étaient plus que 29 % en 1984 car, entre-temps, près de deux millions d'entre eux

avaient été privés de toute aide. Quant à ceux qui en percevaient encore, ils virent celles-ci être taxées en totalité.

Dès son élection, Reagan décida aussi de s'en prendre au mouvement ouvrier organisé. Une grève avait éclaté en août 1981 parmi les contrôleurs aériens. Intervenant aussitôt à la télévision, Reagan la déclara illégale et donna deux jours aux grévistes pour reprendre le travail. Ils furent licenciés en masse et remplacés, un temps, par des militaires. Dans les mines de cuivre, des milliers de mineurs furent licenciés, le gouverneur de l'Arizona envoyant, avec l'approbation de Reagan, la Garde nationale, ses tanks et des hélicoptères investir les localités en grève. Les directions syndicales ne réagirent pas, ou alors de façon symbolique. Pire, dans tous les secteurs, elles se servirent de ces exemples pour affirmer, après Reagan et le patronat, que « la grève ne marche pas » et en profitèrent, dans les négociations salariales, pour conclure partout des contrats plus défavorables aux travailleurs que les précédents. Les salaires réels des ouvriers continuèrent à baisser : ils perdirent

15 % de leur pouvoir d'achat de 1973 à 1987. La production se redressa un peu mais avec moins de travailleurs employés, tandis que le chômage explosait (on totalisa 15 millions de chômeurs en 1987). Et alors que les « homeless » (sans-abri) et les « working poors » (pauvres ayant un emploi) se rencontraient désormais dans tout le pays, les journaux soulignaient l'explosion de la vente des voitures et habitations de grand luxe, car, crise ou pas, la bourgeoisie américaine restait bien décidée à accroître ses profits, et Reagan à l'y aider.

Dépenses d'armement et politique guerrière

Pour cela, il usa largement du budget militaire. En dénonçant dès 1983 ce qu'il appelait « l'empire du Mal » (l'Union soviétique), Reagan jouait gagnant sur tous les tableaux.

D'une part, il donnait des gages aux secteurs les plus réactionnaires de la société américaine (les mêmes auxquels il destinait ses mesures restreignant le droit à l'avortement et ses promesses de faire enseigner aux élèves les fadaïses bibliques sur la création divine du monde,

ce que l'on a appelé la « révolution conservatrice »). En même temps, cela lui servait de justification pour lancer des programmes d'armement, dont celui dit de « la guerre des étoiles ». Ceux-ci allaient, en cinq ans, déverser pas moins de 500 milliards de dollars dans les caisses des plus grandes entreprises du pays (IBM, General Motors, Honeywell, Ford, Chrysler, AT&T, etc.) et fournir de nouveaux prétextes, car ces subventions accroissaient le déficit public, à la poursuite des coupes claires dans les dépenses sociales.

Cela allait, aussi, servir à la politique extérieure de l'impérialisme américain en maintes occasions. Il alla montrer ses muscles au Proche-Orient en bombardant la Libye du colonel Khadafi et en envoyant des GI au Liban. Il soutint ses compagnies pétrolières, d'abord en armant l'Irak de Saddam Hussein contre l'Iran de Khomeïni, puis en vendant des armes en secret à l'Iran (le fameux scandale de « l'Irangaïte »), entretenant une guerre de huit années qui fit un million de morts. C'est encore Reagan qui mena des guerres dans son arrière-cour d'Amérique latine menacée par « la contagion cas-

triste », directement en envahissant la petite île de Grenade ou indirectement en équipant, armant et subventionnant les « contras » au Nicaragua. Au Cambodge, il arma les Khmers Rouges que venaient de chasser les Vietnamiens alliés aux Soviétiques. En Afghanistan, les dirigeants américains saisirent une occasion d'affaiblir l'URSS qui pataugeait dans ce borborygme sanglant rappelant, à dix ans d'intervalle, ce que les USA avaient subi au Vietnam : ils armèrent donc la guérilla afghane, tout particulièrement ses secteurs les plus réactionnaires et les plus anticommunistes, qui allaient devenir les talibans de sinistre mémoire.

Pendant sa présidence, Reagan a mené la guerre au service de sa bourgeoisie : à l'extérieur, partout où l'exigeaient ses intérêts, et à l'intérieur, contre la classe ouvrière et les plus pauvres. Il n'y a pas à chercher ailleurs les raisons de l'hommage que lui rendent les dirigeants américains et leurs homologues étrangers qui, tel Chirac, vantent son « engagement en faveur de la démocratie ».

Pierre LAFFITTE

• Israël-Palestine

Vers une fausse évacuation de Gaza ?

Après l'éviction le 4 juin dernier de deux ministres d'extrême droite hostiles au projet de désengagement de la bande de Gaza, le gouvernement israélien a approuvé 48 heures plus tard un projet nettement amendé qui ne prévoit même plus le démantèlement effectif des colonies israéliennes dans ce territoire. Ce projet à la discussion duquel ne sont pas associés les Palestiniens, pourtant les premiers concernés, ouvre simplement une période de « préparation » qui devrait théoriquement s'achever dans moins d'un an, en mars 2005.

Derrière ce vague, bien des retournements peuvent encore s'opérer et bien des changements survenir, jusqu'à un possible départ de l'actuel gouvernement. C'est dire que la déclaration faite sur un ton d'évidence et qui affirme : « Le gouvernement a décidé aujourd'hui qu'à la fin de l'année 2005 (neuf

mois supplémentaires de gagnés entre deux communications) Israël aura quitté Gaza » n'a rien d'une certitude. D'ailleurs les Palestiniens ne s'y trompent pas, qui n'attendent rien des gouvernants israéliens car ils ont appris à se méfier de leurs paroles et à ne juger que leurs actes.

Ce n'est pas la première fois que l'évacuation de Gaza est envisagée par un gouvernement. Shamir, un autre Premier ministre de droite, en avait déjà parlé sans que rien ait été fait en ce domaine. Mais de toute façon, même si un désengagement de Gaza se réalisait, ce serait un geste non gratuit qui permettrait au gouvernement israélien de gagner plus par ailleurs.

La méthode n'est pas nouvelle. Ben Gourion avait déjà abandonné 22 % de la Palestine mandataire pour s'emparer des 78 % restants, au lieu des 55 % qu'allouait l'ONU. Béguin avait abandonné l'ensemble du Sinaï pour se concentrer sur la Cis-

jordanie. Sharon serait paraît-il prêt à abandonner la bande de Gaza et 45 % de la Cisjordanie pour en annexer les 55 % restants, ce qu'il a commencé à faire en érigeant son mur de séparation.

Et encore, à terme, la décision serait d'évacuer « presque » toute la bande de Gaza. « Presque », parce que Sharon voudrait garder trois colonies situées le long de la ligne verte de 1967. C'est là encore une méthode typique des gouvernants israéliens. Quand après pas mal de temps et beaucoup de tapage ils évacuent quelques territoires, ils gardent toujours un petit morceau. Quand ils ont évacué la vaste zone du Sinaï, ils ont refusé un temps de quitter la petite station balnéaire de Taba. Quand ils ont quitté le Liban, ils ont gardé une zone de sécurité. Quand ils ont quitté la zone de sécurité, après quelques centaines de morts supplémentaires, ils ont gardé le secteur dit des fermes de Shebaa où des com-

bats ont toujours lieu. Et maintenant, quand Sharon dit vouloir évacuer Gaza, il veut garder trois petites colonies...

Une telle politique serait-elle l'apanage de la droite ? Du tout ! Les travaillistes au gouvernement ont mené la même politique ; et encore aujourd'hui ils sont prêts à recommencer, ne serait-ce qu'en soutenant Sharon si ce dernier perd ses soutiens à l'extrême droite. Haïm Ramon, un des principaux dirigeants du Parti Travailliste qui fut ministre sous les gouvernements de Rabin, Pères et Barak, vient de se dire prêt à « entamer des négociations en vue de l'entrée de mon parti au gouvernement ». Et cette déclaration fait suite à bien d'autres du même type.

Avec de tels gouvernants, les populations palestinienne et israélienne ne sont pas près de parvenir à une coexistence fraternelle qui serait pourtant dans l'intérêt des deux peuples.

Georges LATTIER

• L'anniversaire du 6 juin 1944

Des bombardements massifs qui préparaient l'occupation alliée

Les cérémonies du soixantième anniversaire du débarquement sur les plages de Normandie, le 6 juin 1944, ont été l'occasion de nombreux reportages sur le sacrifice des soldats anglais et américains, qui ont été des milliers à payer de leur vie pour permettre aux troupes alliées de mettre pied sur le littoral. Pour la majorité de la population française, qui subissait depuis quatre ans l'occupation nazie, le débarquement des troupes alliées a certainement été accueilli avec espoir.

Mais au-delà des images d'Épinal montrant des GI's acclamés sur leur passage, défenseurs du monde dit libre contre la barbarie nazie, certains témoignages ont tout de même rappelé que la guerre ne s'est pas arrêtée à ce « Jour J » et que la population civile a elle aussi payé cher cette libération.

Le débarquement s'est accompagné de bombardements massifs sur les villes de l'ouest de la France. En Normandie, Caen, Cherbourg, Le Havre, Falaise, Saint-Lô – pour ne citer que des villes d'une certaine importance – ont été rayées de la carte. Des villes de Bretagne, à commencer par Brest, ont subi le même sort. Plus au sud, Royan a été anéantie sous les bombardements. De nombreuses petites bourgades ont elles aussi été rasées. Cela s'est traduit par des dizaines de milliers de morts et un exode des survivants cherchant tant bien que mal à se mettre à l'abri.

• Irak

Chirac au secours de Bush

En Irak, les troupes d'occupation anglo-américaines s'enlissent chaque jour un peu plus. Dans la seule journée du mardi 8 juin au moins 12 personnes, dont un soldat américain, ont été tuées et 68 autres, dont une dizaine de GI's, ont été blessées dans deux attentats, l'un à Mossoul, l'autre devant une base américaine à Baaqouba, à une soixantaine de kilomètres de Bagdad. Parallèlement, le sabotage d'un pipe-line a interrompu les exportations de pétrole en direction de la Méditerranée.

Cette situation plonge l'administration Bush, qui avait promis à la population américaine une intervention militaire rapide et peu coûteuse en vies humaines, de plus en plus dans l'embarras. Non seulement les troupes américaines maintiendront leur présence sur le sol irakien au-delà du 30 juin, date

Passons sur l'intérêt militaire de ces bombardements, puisque l'état-major allié a reconnu lui-même qu'il n'y avait aucun objectif stratégique à ces destructions. On nous a avancé, pour les justifier, qu'il s'agissait de bloquer la retraite de l'armée allemande, afin de l'empêcher de reconstituer des forces à l'arrière du front. Pourquoi alors, dans ce cas, ne s'être pas contenté de bombarder les routes et les ponts ? Transformer les villes en champs de ruines n'ajoutait rien à cet objectif.

Mais tel n'était pas le but de ce déluge de bombes sur les villes. Les dirigeants alliés se paraient du masque de défenseurs de la démocratie contre la barbarie, ils se proclamaient des libérateurs et enrôlaient sous cette étiquette des dizaines de milliers de jeunes soldats prêts à payer de leur vie, en pensant qu'ils combattaient pour la liberté des peuples. Mais en fait, la Seconde Guerre mondiale fut, comme la Première, une guerre entre impérialismes rivaux pour le partage du monde, principalement entre les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Pour l'impérialisme américain, il s'agissait de mettre à la raison ceux qui apparaissaient comme ses concurrents et d'imposer, par la guerre, sa suprématie.

La victoire militaire allait être permise à l'impérialisme américain parce que, à l'arrière, il possédait un puissant appareil industriel (d'autant plus puissant que le continent américain échappait aux combats), capable de lui fournir des armes et des appareils bien supérieurs



Après les bombardements de Caen en juin 1944.

en nombre à ceux de ses adversaires. Si, le 6 juin 1944, les troupes alliées purent débarquer sur les plages de Normandie, c'est justement parce que cet appareil industriel était capable d'aligner suffisamment de bateaux, d'avions, de bombes pour vaincre la résistance des troupes allemandes, même si cela impliquait aussi d'être capable d'envoyer sur le terrain plus d'hommes à l'heure que les armes allemandes ne pouvaient en tuer dans le même laps de temps.

Le carnage qui en résulta parmi les combattants correspondait, de ce point de vue, à un froid calcul de l'état-major allié. Il allait se doubler d'un autre parmi la population civile des pays « libérés ». Partout en Europe, l'avancée des troupes anglo-américaines s'accompagna de bombardements massifs, que ce soit en France, en Italie

ou en Allemagne, contre des villes qui, à l'exemple de Dresde, ne regroupaient que des civils. Les dirigeants alliés qui s'apprêtaient à occuper l'Europe sur les ruines du IIIème Reich, craignaient d'être difficilement acceptés par les populations européennes et d'avoir des difficultés à imposer leur occupation à des peuples qui venaient de vivre des années très dures et espéraient la fin des privations. Ils craignaient des mouvements de révolte, voire des révolutions comme cela s'était produit à la fin de la Première Guerre mondiale.

De ce point de vue, les bombardements massifs étaient, pour les dirigeants alliés, un moyen de préparer le terrain. Il s'agissait de terroriser les populations en déchaînant sur elles un déluge de fer et de feu, pour bien montrer qu'ils étaient les maîtres et pour décourager

d'avance toute velléité de révolte. Car, pour les États-Unis et leurs alliés, il n'était pas question de permettre aux peuples libérés de choisir le régime sous lequel ils voulaient vivre.

Les bombardements massifs contre les civils, avec leurs terribles destructions et les énormes souffrances qu'elles impliquaient pour les populations « libérées », étaient donc aussi un calcul froid et conscient de la part des dirigeants alliés. Le terrain était ainsi préparé pour leur propre occupation militaire, en attendant que puisse être mis sur pied, dans chacun des pays dits libérés, un régime présentant toutes les garanties voulues et acceptant l'ordre impérialiste mondial que les États-Unis, dirigeants du camp des vainqueurs, allaient établir au lendemain de la guerre.

Marianne LAMIRAL

lesquelles il compte solliciter un second mandat, se rapprochent.

Pour sortir de ce guépier, Bush multiplie donc les démarches diplomatiques. Il cherche notamment le soutien du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui permettrait de transférer à une force multinationale, dirigée par les États-Unis, les tâches de maintien de l'ordre les plus exposées actuellement remplies par les soldats américains et leurs alliés.

Les choses sont maintenant bien engagées pour Bush, puisque la résolution défendue par les États-Unis a été votée à

l'unanimité. Il avait obtenu sur ce plan des assurances de la part des gouvernements allemand et français. Lors des cérémonies commémorant le Débarquement, l'assouplissement de la position de Chirac était perceptible. Le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, l'avait confirmé, déclarant que le rejet d'un amendement proposé par la France « ne nous empêchera pas d'émettre un vote positif » sur cette résolution.

Pour Bush, un tel vote constitue une démonstration qu'un consensus international existe autour de lui sur la question irakienne. Quant à Chirac, il peut

espérer de son ralliement à la politique américaine quelques retombées pour les trusts français dans la « reconstruction » de l'Irak, ou plutôt dans le pillage de ses richesses.

Quant à la population irakienne, aucun de ces dirigeants « démocrates » ne s'est posé la question de lui demander son avis. Une chose est sûre : elle continuera à supporter les frais de ces armées d'occupation, qu'elles agissent directement au nom des États-Unis ou sous couvert d'un mandat de l'ONU.

R. M.